

RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2013

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013



ROBERTET

S O M M A I R E

RAPPORT DE GESTION	3
COMPTES CONSOLIDÉS	15
COMPTES SOCIAUX	61
RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE	85
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013	91
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	93
LE GROUPE ROBERTET	103





RAPPORT DE GESTION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

ROBERTET

RAPPORT DE GESTION 2013

L'année 2013 aura été marquée par un renouvellement profond pour le Groupe Robertet et par un certain nombre de décisions stratégiques donnant une orientation forte pour le futur de Robertet .

Ceci ne remet aucunement en cause les fondamentaux du Groupe fondés sur une présence solide sur les grands centres d'activité et de décision aux Etats Unis et en Europe , sur une approche globale et prioritaire en direction des principaux clients de l'industrie de la Parfumerie et Alimentaire , en leur apportant des produits innovants, un service irréprochable et global , et sur une différenciation importante par ses investissements constants dans le domaine des produits aromatiques naturels qui sont un véritable marqueur historique et sans cesse approfondi du Groupe qui garantit bien souvent à ses principaux clients une traçabilité de ses produits phares (programme seed to scent) .

Dans ce domaine, 2013 aura vu l'ouverture d'une unité en Bulgarie, pays qui recèle un potentiel de plantes à Parfum exploitées localement depuis des décennies. Cette implantation, 100% Robertet, s'ajoute aux centres de production existants à Grasse, en Turquie, en Afrique du Sud , et plus récemment en Nouvelle Calédonie et à Madagascar profitant chacun de la richesse de leur sol exploités à cette fin depuis toujours.

La création d'une société commune avec Indulleida, grand processeur de fruits en Espagne, renforce le potentiel de développement d'ingrédients naturels innovants pour les boissons.

Le Groupe a également pris une participation égalitaire avec la société Codif de Saint Malo dans la société Hitex, pour maîtriser industriellement la technique d'extraction propre au CO2 complétant ainsi sa gamme de produits.

Par ailleurs, aux Etats Unis, le Groupe a restructuré ses implantations avec l'ouverture en Février 2014 d'une unité industrielle à Mont Olive, New Jersey, qui remplace ses sites d'Oakland et de Fairfield, New Jersey également. Cet investissement qui renforce ses capacités de production et son efficacité a représenté un budget de 21 millions de dollars incluant la rénovation du site.

Dans un environnement difficile quasiment récessif en Europe et de relative stabilisation des principales économies émergentes, dont certaines ont connu des dévaluations monétaires drastiques, le Groupe a enregistré des performances moyennes.

Son chiffre d'affaires ressort à 389,5 millions d'euros en baisse de 1,5%. Ce chiffre est toutefois positif de 1% à taux de change constant, du fait de la baisse du dollar, très pénalisantes pour les Groupes fortement exportateurs comme Robertet .

La part des ventes réalisée hors de France est de 83%. En Euros, l'Europe représente 39,1% du chiffre d'affaires consolidé, les Etats Unis 31,3%, l'Asie 15,3%, l'Amérique du Sud 7,5%, le Moyen Orient-Afrique 6,7% .

Toujours en euros, les Divisions Matières Premières et Parfumerie sont stables, mais les Aromes sont en baisse de 4%.

Les performances des unités du Groupe ont été les suivantes :

ROBERTET GRASSE

La société mère détient la totalité des participations dans ses filiales, en contrôle la gestion et demeure son principal centre de ressources aussi bien sur le plan industriel que de Recherche et Développement.

Son chiffre d'affaires a été de 137,7 millions d'euros en petite augmentation de 1,4%.

La part export est de 65%.

La Division Matières Premières est en hausse de 6%, les Divisions Parfumerie et Aromes sont stables représentant respectivement 33%, 36% et 31% des ventes.

Les comptes sociaux demeurent solides, grâce à une bonne maîtrise des marges et des frais généraux. L'excédent brut d'exploitation se situe à 13% du chiffre d'affaires.

CHARABOT

Les performances de la société sont de bon niveau depuis son rattachement à Robertet en 2008.

Le développement des ventes est parfaitement complémentaire de celui des autres sociétés du Groupe et les frais ont été optimisés grâce à l'efficacité des opérations de rapprochement avec Robertet.

La stratégie de préserver les acquis de la société tout en profitant de toutes les complémentarités possibles est un succès. Ceci a permis une nette amélioration des résultats consolidés de Robertet ces dernières années.

En témoignent, à eux seuls, Robertet Grasse et Charabot qui assurent plus de 57% des résultats du Groupe prenant partiellement le relai de Robertet USA, jusque-là prédominant.

La situation de trésorerie de Charabot est très positive et constitue une réserve significative à la disposition du Groupe.

Les autres sociétés européennes ont des résultats contrastés.

FILIALE EUROPÉENNES

ROBERTET ANGLETERRE Son chiffre d'affaires est en hausse de 6%, en monnaie locale, grâce à de bonnes performances sur son marché domestique et un développement régulier en Afrique Anglophone, qui devrait se poursuivre dans le futur. Les performances financières de la société anglaise sont d'excellent niveau.

ROBERTET SAVOURY filiale belge et centre d'expertise pour les arômes salés, présente des ventes en légère augmentation mais des résultats en baisse. Les prévisions pour 2014 sont à la hausse à la fois pour ses produits traditionnels (HVP) et également pour les « top notes » salées. Une réflexion sur la réorganisation de cette activité est en cours.

ROBERTET ESPAGNE a un chiffre d'affaires en légère diminution, notamment dans le domaine des Aromes mais devrait rapidement reprendre sa progression..

ROBERTET SUISSE évolue dans un marché relativement limité mais bénéficie d'un bon équilibre de son activité et de ses finances.

ROBERTET ALLEMAGNE a connu une bonne croissance de ses ventes, sur des produits fabriqués à Grasse.

SAPAD, société spécialisée sur les produits biologiques, prend de plus en plus d'importance pour le Groupe dans sa stratégie de développement de produits d'origine. Son chiffre d'affaires 2013 est en nette croissance avec toutefois une baisse en pourcentage de sa marge brute.

ÉTATS-UNIS

Le chiffre d'affaires consolidé des filiales américaines représente plus de 31% de celui du Groupe.

Les implantations américaines sont depuis longtemps un point très fort de Robertet grâce à une remarquable présence sur les core list de grands groupes américains notamment en Aromes et avec des retombées très importantes sur l'activité de Robertet à l'international.

Les résultats depuis deux ans sont toutefois moins spectaculaires et de nombreuses mesures de redynamisation ont été prises assorties d'investissements sur le plan humain et industriel.

ROBERTET INC est le véritable vecteur commercial des ventes de produits aromatiques naturels, sous la coordination de Robert Weinstein le nouveau Président de nos sociétés américaines. Son chiffre d'affaires est en augmentation de 4%.

ROBERTET FRAGRANCES a une activité bénéfique pour le groupe notamment dans le domaine de la Parfumerie industrielle. Elle tire parti de la multiplicité des centres de décision aux Etats-Unis.

Par ailleurs, le développement de la fine fragrances au travers du laboratoire de création de New York est très prometteur.

Compte tenu de l'importance de ses investissements à long terme la filiale est toutefois en situation de perte d'exploitation.

ROBERTET FLAVORS affiche un chiffre d'affaires de 102 millions de dollars en diminution de 4%. Ceci ne remet aucunement en cause le positionnement historique de la société auprès des grands groupes alimentaires américains, principalement dans le domaine des boissons, bénéficiant de la spécialisation de Robertet dans les Aromes Naturels tirant partie d'ingrédients exclusifs et différenciants.

L'année 2013 aura été celle du triste évènement du décès de John Scirre. Ce dernier bénéficiait d'une réputation sans faille sur le marché des Aromes. Il aura été depuis 1987 grandement à l'origine des succès de Robertet Flavors, étant en charge de tous les domaines techniques et de l'innovation et sa rigueur et son dynamisme pénétraient l'ensemble de l'organisation .

De nombreux recrutements de cadres de haut niveau ont été effectués afin de poursuivre et d'accentuer la croissance quasi continue depuis trois décennies.

Robertet Flavors, bien qu'ayant des résultats en baisse en 2013, demeure le gros contributeur américain aux bénéfices du Groupe et devrait reprendre une phase ascendante en 2014/2015.

AMÉRIQUE LATINE

Robertet dispose de trois filiales dans la zone au Mexique, au Brésil, et en Argentine. Des études sont en cours pour mieux se positionner sur la zone Andine depuis la Colombie qui dispose d'un fort potentiel.

ROBERTET MEXIQUE a réalisé un exercice 2013 en retrait, tranchant avec les progressions passées. Ses ventes sont en baisse de 6% mais sa rentabilité et sa situation financière demeurent bonnes.

ROBERTET ARGENTINE évolue dans un pays au prise avec de grandes difficultés économiques, marqué par des crises financières à répétition et des restrictions d'importation qui rendent difficile notre activité industrielle et commerciale. Les résultats sont toutefois solides aussi bien pour les ventes que les bénéfices.

ROBERTET BRÉSIL ése situe sur un marché stratégique pour de nombreux Groupes clients compte tenu de son fort potentiel de consommation. Toutefois, l'environnement règlementaire tatillon et instable, et les couts élevés rendent difficile une activité industrielle rentable.

La filiale dispose d'un outil performant et d'une organisation reconnue qui fait d'elle une solide base de développement.

Les résultats sont déficitaires même si les ventes sont en augmentation.

Toutefois l'environnement est défavorable pour les productions locales de par un niveau de coûts élevés, une monnaie forte et un cadre législatif et réglementaire pénalisant.

Dans ce contexte, la filiale, qui dispose d'un outil performant et d'une bonne organisation, demeure déficitaire même si l'activité 2012 a évolué dans le bon sens.

ASIE

Robertet a réalisé une progression encore insuffisante sur ce territoire en forte croissance. 15% de son chiffre d'affaires consolidé y est réalisé mais il est urgent de dépasser les 20%.

Dans ce but, des investissements sont programmés ce qui permettra d'améliorer notre proximité des clients locaux et le service rendu.

Une unité de logistique et de production Parfumerie est en projet à Singapour ainsi que le réaménagement de notre implantation Vietnamienne.

Par ailleurs :

ROBERTET CHINE a une usine en ordre de marche et certifiée par les Groupes alimentaires et de Parfumerie clients, qui exigent des prestations identiques dans les principaux centres d'activité. Les résultats financiers sont équilibrés pour la première fois.

ROBERTET INDE fait également partie des priorités. Le Groupe est prêt à saisir les opportunités de croissance sur ce pays.

LE JAPON, une des plus vieilles implantation de Robertet à l'étranger demeure un des piliers de Robertet à l'international.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'année 2013 aura été relativement difficile, même si elle consolide une suite de bons exercices.

Sur la base d'un chiffre d'affaires de 389,5 millions d'euros en diminution de 1,5%.

Les marges brutes produits ont été en légère amélioration mais les frais de personnel et généraux ont augmenté pour soutenir le développement.

L'excédent brut ressort à 50 millions en baisse de 8% (à 13% du chiffre d'affaires).

Le résultat net est de 25,3 millions d'euros en baisse de 8,4%.

Cette baisse de résultats n'a pas obéré l'excellente situation financière de Robertet Consolidé marqué par un endettement très bas et encore en diminution.

Sur la base de cette situation globale, le Conseil d'administration proposera à L'assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2014 la distribution d'un dividende de 2,85 euros par titre contre 3 euros pour l'exercice 2012.

PRINCIPAUX INDICATEURS en milliers d'euros

	2013	2012	variation
Chiffre d'affaires	389 489	395 601	-1.5%
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	50 006	54 343	-8.0%
Résultat courant	38 897	44 007	-11.6%
Résultat net (part du Groupe)	25 095	27 455	+8.6%
Capitaux propres part du groupe	238 014	225 419	
Trésorerie nette (*)	-26 281	- 32 411	
Actifs courants - Passifs courants	132 956	123 083	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants – dettes financières

PERSPECTIVES 2014

L'activité du premier trimestre demeure relativement faible avec un chiffre d'affaires de 98,5 millions d'euros en baisse de 2,2%, mais stable à taux de change constant.

Pour l'exercice 2014, l'environnement général des affaires en Europe et aux Etats Unis mais également dans les principaux émergents incite à la prudence et il est difficile de faire des prévisions.

L'objectif du Groupe est à ce jour, de réaliser un chiffre d'affaires consolidé à structure et taux de change constant en progression d'environ 3%.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis la date de clôture des comptes susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

Recherche et développement

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société mère a bénéficié en 2013 de 1 222 000 euros au titre du Crédit d'impôt recherche.

FACTEURS DE RISQUES

Le comité d'audit a mis en place en 2009 une cartographie des risques potentiels encourus par l'entreprise qui est revue chaque année.

Les risques pouvant avoir des conséquences sensibles sur la bonne marche du Groupe ou nécessitant des actions spécifiques sont principalement les suivants :

RISQUES LIÉS AU SECTEUR D'ACTIVITÉ DU GROUPE

Approvisionnements

Un certain nombre de matières premières, limité, ont des sources d'approvisionnement difficilement diversifiables, pouvant engendrer des tensions sur les prix ou les quantités disponibles.

La Direction des Achats s'attache à mettre en place des contrats d'approvisionnement avec les producteurs afin de maîtriser les prix et fiabiliser les quantités et à chercher à diversifier au maximum ses sources.

Le Groupe a par ailleurs noué des partenariats long terme avec des producteurs locaux de matières premières sensibles dans une démarche de développement durable et de maîtrise de la qualité des produits, des quantités produites et de leur prix.

Réglementation

Dans un environnement législatif de plus en plus contraignant, notamment au niveau de l'Union Européenne, le Groupe doit chaque année renforcer ses moyens, humains essentiellement, pour satisfaire aux contraintes imposées à la profession tant en terme de traçabilité, que de recherche ou mise au point de nouveaux produits devant se substituer à ceux devenus proscrits.

Egalement, le règlement REACH qui impose un nouveau système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques demandant aux fabricants, aux importateurs et aux utilisateurs en aval de veiller à fabriquer, mettre sur le marché ou utiliser des substances qui n'ont pas d'effets nocifs pour la santé humaine et l'environnement induit lui aussi la mise en place de moyens de plus en plus conséquents et pourrait éventuellement occasionner des ruptures d'approvisionnement pour des produits non enregistrés.

RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES

Robertet a pour politique de laisser aux filiales et à leurs dirigeants une grande autonomie dans la mise en œuvre des décisions du Groupe. Ces dirigeants étant par ailleurs en place, pour la plupart, depuis des décennies ils sont devenus au sein de ces entités ce qu'il convient d'appeler des hommes clef dont la vacance subite pourrait être préjudiciable aux filiales en question.

S'agissant des remplacements programmés, ceux-ci sont suffisamment anticipés pour que le passage de relais se fasse dans les meilleures conditions et pour que le successeur du partant soit complètement opérationnel le moment venu.

RISQUES FINANCIERS

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque de taux

Sur les 44,8 millions d'euros d'emprunts du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 32,5 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2013 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 63,8 millions d'euros (53,4 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose d'une trésorerie courante largement excédentaire et n'utilise par ailleurs que moins de 20 % des autorisations de découvert qui lui ont été octroyées

Risque Client

Le Groupe a une politique drastique du poste clients. Dès lors qu'un client est identifié comme pouvant présenter un risque de défaillance les moyens de paiement mis en place sont sécurisés et les encours limités. Ce poste est par ailleurs couvert par une assurance crédit pour une très grosse partie de l'encours. La partie non couverte n'est afférente qu'à des pays exclus de la garantie.

Risque pays

La société procède régulièrement à une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Le Groupe fait usage de substances qui peuvent présenter des risques sanitaires, d'incendie ou d'explosion, d'émissions ou de rejets au cours des différentes phases du processus de production pouvant porter atteinte aux hommes, aux biens ou à l'environnement.

La sécurité et la protection de l'environnement est donc une préoccupation permanente du Groupe qui va au-delà des mesures prescrites par les lois et réglementations en vigueur dans les pays dans lesquels le Groupe opère.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

Le capital est composé de 2 285 095 valeurs mobilières réparties entre 2 135 447 actions et 149 648 certificats d'investissement dont il est rappelé que ces derniers ne jouissent pas du droit de vote.

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts de titres.

Il n'existe aucun programme de rachat de ses titres par la société pas plus qu'il n'existe de titres en auto-contrôle.

Les actions détenues au nominatif depuis plus de cinq ans bénéficient d'un droit de vote double.

La répartition du capital est la suivante :

	% du capital	% droits de vote simples	% droits de vote totaux
Groupe Familial MAUBERT	46.69%	53.21%	62.91%
FIRST EAGLE Actions	22.13%	17.64%	17.77%
International Value advisors LLC	10.42%	10.42%	10.42%
Autres	20.76%	18.73%	8.90%
TOTAUX	100.00%	100.00%	100.00%

Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 2.85 euros.

La proposition d'affectation du résultat de l'exercice est donc la suivante :

Dividendes	6 521 355. 75 euros
Réserves	5 650 232. 14 euros
Total	12 171 587. 89 euros

Le total de la distribution proposée sera donc de 6 521 355. 75 euros s'appliquant aux actions de chacune 2,5 euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement 2.85 euros

Il est précisé que sur cette somme de 6 521 355. 75 euros, et conformément aux dispositions fiscales, la somme de 1 010 810 euros sera réglée directement au Trésor public, par la société au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

Le paiement du dividende de l'exercice 2013 sera assuré à compter du 1er juillet 2014 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Distribution globale	Abattement 40% ou prélèvement libératoire	Sans abattement
2010	6 058 788 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2011	6 126 151 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2012	6 826 785 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles fiscalement par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 140 038 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 48 215 euros.

Seront également proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra au siège de la société le 17 juin prochain les résolutions suivantes :

Jetons de présence

Mise à la disposition du conseil d'administration, au titre des montants alloués aux administrateurs et membres des comités d'audit et de rémunérations, la somme de 200 000 Euros pour l'exercice en cours.

Renouvellement des mandats d'administrateurs arrivant à échéance

Renouvellement dans leurs fonctions de membre du conseil d'administration pour une durée de cinq années qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera en 2019 sur les comptes de l'exercice 2018 de

- Monsieur MAUBERT Philippe né le 28/01/1952 à NICE, de nationalité française, demeurant 8 Bd Alice de Rothschild à GRASSE 06130.
- Monsieur MAUBERT Christophe né le 03/07/1959 à NICE, de nationalité française, demeurant 113 East 62nd St à NEW YORK 10065 (Etats-Unis).
- Madame MAUBERT Catherine épouse CANOVAS-GUTTERIEZ née le 11/01/1951 à NICE, de nationalité française, demeurant 3 Bd Delessert à PARIS 75016.
- Monsieur GIVAUDAN Xavier, né le 07/02/1933 à GENEVE (SUISSE), de nationalité française, demeurant 9 Rue Calvin - 1304 GENEVE (SUISSE).
- Monsieur PICOLET Lionel né le 08/12/1956 à LYON, de nationalité française, demeurant 269 chemin de cadenasses à TOURRETTES SUR LOUP 06140.
- Monsieur BARAKAT DLAWAR, né le 10/04/1931 au CAIRE – EGYPTE, de nationalité suisse, demeurant Vent vert à GLAND (SUISSE).

Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce

Approbation des termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

Fonctions exercées par les dirigeants

Le Directeur général, les Directeurs Généraux Délégués ou Adjointes exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Philippe MAUBERT est également Président du conseil d'administration de MAUBERT SA, société holding contrôlant Robertet SA.

Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise il est détenu par les salariés 12 046 actions soit 0,53 % du capital et 0,35 % des droits de vote.

Rémunération des Dirigeants

Ces éléments sont fournis en pages 60 et 61 du rapport financier.

Les éléments fournis sont exhaustifs. Il n'y a eu aucun plan d'attribution d'actions gratuites ou d'options de souscription d'actions sur cet exercice.

Il n'existe aucun engagement pris par la société au bénéfice des Dirigeants correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS (art L441-6-1) du code de commerce

Conformément à l'article L441-6-1 du Code de Commerce, introduit par la loi de modernisation de l'économie, nous présentons ci-dessous : les délais de paiement des fournisseurs.

2012	Total	Échu	À échoir		
en milliers d'euros			0 à 30 jours	31 à 60 jours	+ de 60 jours*
DETTES FOURNISSEURS	13 655	2 803	6 904	3 727	221

2013	Total	Échu	À échoir		
en milliers d'euros			0 à 30 jours	31 à 60 jours	+ de 60 jours*
DETTES FOURNISSEURS	12 875	2 373	7 176	3 117	209

*Les dettes fournisseurs à plus de 60 jours ne concernent que des fournisseurs hors France.

COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013



ROBERTET

ÉTAT DU RÉSULTAT DE LA PÉRIODE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
Vente de produits	12	389 489	395 601
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		389 489	395 601
Autres produits opérationnels		2 395	2 469
Achats consommés		-174 753	-180 713
Charges externes		-60 043	-59 360
Charges de personnel		-97 956	-95 528
Impôts et taxes		-9 125	-8 126
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	-10 742	-10 200
Autres charges opérationnelles		-367	-136
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12	38 897	44 007
Cessions d'actifs		196	-358
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		39 094	43 648
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		103	121
Coût de l'endettement financier brut		-940	-2 075
Coût financier net	14	-836	-1 954
Autres produits et charges financiers	14	-245	625
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		38 012	42 320
Impôts courants et différés	15	-12 754	-14 731
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		25 258	27 589
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		164	134
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	12	25 095	27 455
RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		10,98	12,09
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)	20	11,01	12,12
RÉSULTAT NET DILUÉ (en euros)	20	11,00	12,09

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net	25 258	27 589
Variation des écarts de conversion	-6 811	-2 835
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	246	-120
Incidence fiscale relative aux instruments de couverture	-85	41
Écarts actuariels sur engagement de retraite	110	-847
Incidence fiscale relative aux écarts actuariels	-37	289
Résultat global	18 680	24 117
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	18 569	24 005
Part revenant aux intérêts minoritaires	112	112

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ - AGRÉGATS en millions d'euros

	31-déc-13	31-déc-12	% d'évolution
Chiffre d'Affaires	389 489	395 601	-1,54%
EBITDA (1)	50 006	54 343	-7,98%
Résultat Opérationnel Courant (2)	38 897	44 007	-11,61%
Résultat Opérationnel (2)	39 094	43 648	-10,43%
Bénéfice Net	25 258	27 589	-8,45%

(1) Il s'agit du résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements, provisions et reprises et excluant les autres charges opérationnelles (considérées comme non courantes).

(2) Définitions : voir note 1.26

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
ACTIFS NON COURANTS		157 019	151 986
GOODWILL	2	17 635	17 635
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		821	876
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	121 956	121 912
ACTIFS FINANCIERS	4	14 170	10 557
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	4	1 564	
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	874	1 006
ACTIFS COURANTS		247 928	234 715
STOCKS ET ENCOURS	5	96 759	95 458
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	6	75 415	74 395
AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	7	9 622	9 412
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		1 812	1 681
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS		526	350
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		63 794	53 419
TOTAL ACTIF		404 947	386 700
	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
CAPITAUX PROPRES		239 222	226 283
CAPITAL		5 713	5 679
PRIMES D'ÉMISSION		11 544	10 736
RÉSERVES CONSOLIDÉES		220 758	209 004
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		238 014	225 419
INTÉRÊTS MINORITAIRES		1 208	864
PASSIFS NON COURANTS		50 754	48 786
PROVISIONS - PART À LONG TERME	8	7 208	8 168
PASSIFS FINANCIERS - PART À LONG TERME	9	34 718	31 798
IMPÔTS DIFFÉRÉS	15	8 827	8 820
PASSIFS COURANTS		114 972	111 632
PROVISIONS - PART À COURT TERME	8	976	420
PASSIFS FINANCIERS - PART À COURT TERME	9	55 883	54 382
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		1 521	1 158
FOURNISSEURS	9	29 272	26 733
AUTRES PASSIFS COURANTS	9	27 319	28 939
TOTAL PASSIF		404 947	386 700

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS en milliers d'euros

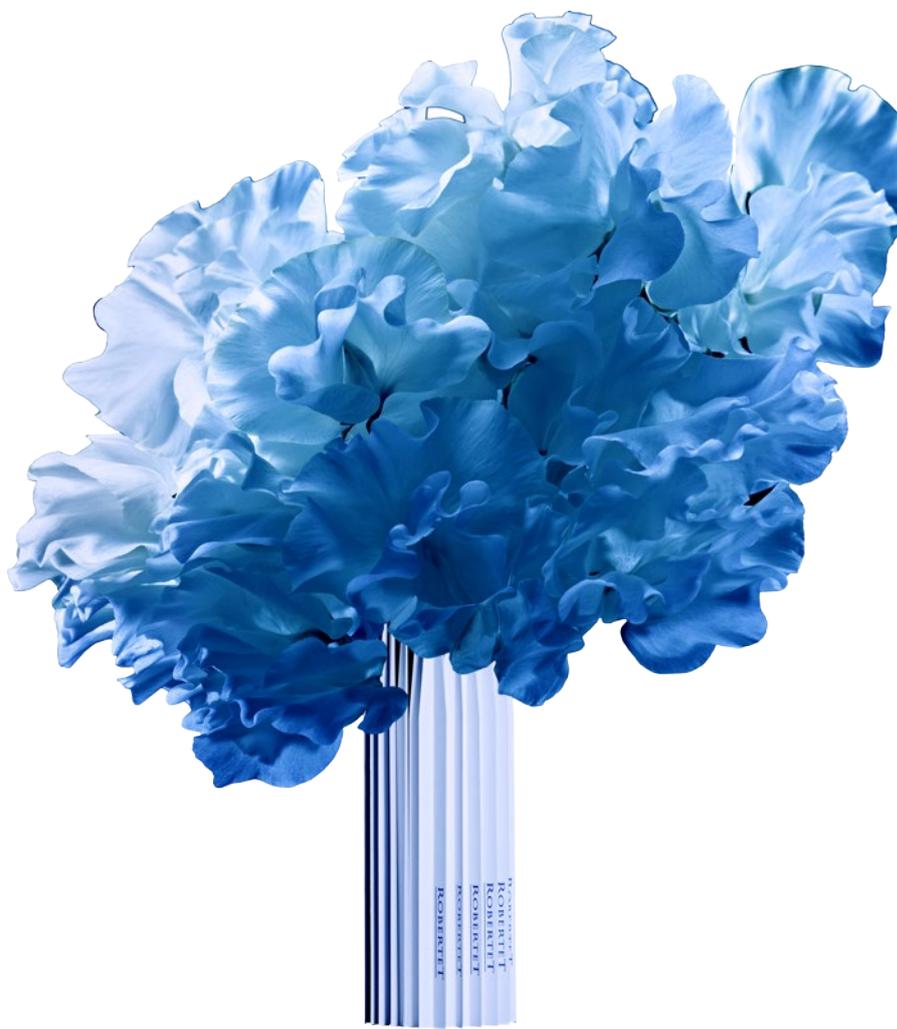
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total capitaux propres au 1er janvier 2012	5 646	9 997	187 567	2 606	205 815	1 317	207 132
Résultat global			26 840	-2 835	24 005	112	24 117
Dividendes versés			-6 133		-6 133		-6 133
Attribution d'actions gratuites			410		410		410
Exercice de stock-options	33	739	-10		763		763
Variation de périmètre			564		564	-564	
Autres variations			-5		-5	1	-6
Total des autres variations des capitaux propres	33	739	-5174		-4 402	-565	-4 967
Total capitaux propres au 31 décembre 2012	5 679	10 736	209 233	-229	225 419	864	226 283
Résultat global			25 380	-6 811	18 569	112	18 680
Dividendes versés			-6 827		-6 827		-6 827
Attribution d'actions gratuites	10		219		229		229
Exercice de stock-options	24	808			831		831
Variation de périmètre			352		352		352
Autres variations			-559		-559	232	-328
Total des autres variations des capitaux propres	34	808	-6 815		-5 974	232	-5 742
Total capitaux propres au 31 décembre 2013	5 713	11 544	227 798	-7 040	238 014	1 208	239 222

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	Note	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net consolidé	20	25 095	27 455
Intérêts minoritaires		164	134
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	13	11 308	11 272
Dotations nettes aux provisions		-504	-1 028
(Plus)/Moins-value sur cessions actifs		-196	358
Charges et Produits sans incidence trésorerie		229	
Charges d'impôt (exigible et différé)	15	12 754	14 401
Coût de l'endettement financier net		256	1 271
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		49 105	53 863
Variation des stocks		-3 140	179
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs		187	553
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs		-1 841	1 529
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-4 794	2 261
Intérêts versés et reçus		-281	-1 241
Impôts versés		-12 435	-13 062
Flux net de trésorerie généré par l'activité		31 595	41 821
Investissements industriels et locations-financement		-14 027	-17 259
Investissements financiers nets des désinvestissements		-5 537	-3 524
Cessions d'actifs		527	403
Incidence des variations de périmètre		82	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-18 956	-20 379
Augmentation de capital de la société mère	CP	831	763
Dividendes versés par la société mère	CP	-6 827	-6 133
Souscriptions d'emprunts		15 672	5 124
Remboursements d'emprunts		-10 501	-10 151
Variation nette des autres dettes financières		980	34
Trésorerie provenant des opérations de financement		156	-10 364
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		-1 863	-1 161
Variation globale de le trésorerie		10 931	9 917
Trésorerie nette à l'ouverture		35 379	25 463
Trésorerie nette à la clôture		46 310	35 379

Trésorerie nette :	Note	31-déc-13	31-déc-12
Disponibilités		56 012	45 862
Valeurs mobilières de placement	17	7 782	7 557
Découverts bancaires	9	-17 484	-18 039
TOTAL		46 310	35 379

Analyse variation du besoin en fonds de roulement	31-déc-12	Flux de trésorerie	Flux var. de périmètre	Flux var. de change et autres	31-déc-13
Stock et encours	100 222	3 224	533	-2 464	101 514
Créances clients et autres comptes débiteurs	87 728	-269	673	678	88 811
Dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	-55 672	1 841	-1 088	-1 672	-56 591
Besoin en fonds de roulement brut	132 278	4 796	118	-3 458	133 734
Dépréciations	-8 685	-2		159	-8 529
Besoin en fonds de roulement brut	123 593	4 794	118	-3 299	125 205



1. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les groupes Robertet et Codif ont racheté le 29 décembre 2013, à parts égales, au groupe pharmaceutique Lavipharm, la société Hitex. Cette société est spécialisée dans la sous-traitance d'extraction par CO₂ supercritique de principes actifs pour la parfumerie, l'aromatique et la cosmétique. La valeur d'acquisition des titres Hitex s'élève à 1 564 K€ dans les comptes 2013 du Groupe Robertet. Cette société détenue à 50% est contrôlée conjointement par Robertet et Codif et a donc été mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe Robertet.

La société Robertet India a été consolidée pour la première fois sur l'exercice 2013. Cette entrée dans le périmètre de consolidation est un changement d'estimation en raison de la hausse d'activité de l'entité indienne sur l'exercice 2013.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet, ci après "le Groupe" sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2013.

Robertet SA est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé 37 avenue Sidi Brahim à Grasse. Elle a pour principale activité la création de produits aromatiques destinés principalement à l'industrie de la parfumerie et de l'agro-alimentaire.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 avril 2014 et seront soumis, le 11 juin 2014, pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2013 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2013, le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Ces normes et interprétations sont les suivantes :

- Amendement **IAS 1** : Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI),
- Amendements d'**IAS 12** : Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents,
- **IFRS 13** : Evaluation à la juste valeur
- Amendement d'**IFRS 1** : Première application des normes internationales d'informations financières – hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants,
- **IAS 19** révisée : Avantages du personnel,
- Amendement d'**IFRS 7** : Informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers,
- Améliorations annuelles (cycle 2009 – 2011) : Améliorations annuelles des normes IFRS (2009 – 20011)
- **IAS 1** « Présentation des états financiers »,
- **IAS 16** « Immobilisations corporelles »,
- **IAS 32** « Instruments financiers : Présentation »,
- **IAS 34** « Information financière intermédiaire ».

La première application de ces normes, interprétations et amendements n'a pas d'impact significatif sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013, en dehors de l'amendement IAS 19 mais qui avait été appliqué par anticipation pour l'établissement des comptes consolidés 2012.

A la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient adoptées par l'Union européenne et applicables par anticipation :

- IFRS 10 : États financiers consolidés,
- IFRS 11 : Partenariats,
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités,
- Amendement d'IAS 27 : États financiers individuels,
- Amendement d'IAS 28 : Participations dans des entreprises associées et des coentreprises,
- Amendement à IAS 32 : Compensation des actifs et passifs financiers,
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 : Dispositions transitoires,
- Amendement IAS 36 : Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers,
- Amendements aux IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 : Entités d'investissement,
- Amendement IAS 39 et IFRS 9 : Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Le groupe Robertet n'a pas anticipé l'application de ces nouvelles normes.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB (International accounting standards board) mais non encore adoptées par l'Union européenne ou non applicables par anticipation :

Textes :	Date application
-IFRS 9 « Instruments financiers »	1er janvier 2015
-IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique »	1er janvier 2014

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes. Le Groupe appliquera le cas échéant ces normes dans ses comptes dès leur adoption par l'Union Européenne.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Les entreprises sur lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values, marges en stock).

Toutes les sociétés ont été consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Réserve de conversion".

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les provisions pour avantages du personnel, les provisions pour risques, les écarts d'acquisition, les dépréciations de stocks et de créances.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en goodwill.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais, conformément à la norme IAS36 « dépréciations d'actifs », font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles :

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif incorporel est comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que la durée d'utilité n'est pas devenue finie.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé. Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle,

il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Immobilisations corporelles :

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Conformément à la norme IAS 23, le coût des emprunts directement attribuable à leur acquisition est inclus dans le coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement :

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans ou 10 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

1.9 Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat en charge non courante. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur

la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des prêts et créances et sont comptabilisés à leur juste valeur ou, en l'absence d'un marché actif, à leur coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Groupe ne détient pas de tels actifs au 31/12/2013.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

Participation dans les entreprises associées :

Les sociétés dans lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence. Les titres sont alors initialement comptabilisés au prix payé augmenté des coûts d'acquisition. Le goodwill implicite est détaillé en annexe où il fait l'objet d'une allocation.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur durable. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des coûts de transaction. La dépréciation peut-être reprise si la valeur excède à nouveau la valeur comptable.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

La méthodologie de calcul de la provision pour dépréciation des stocks consiste en un abattement de la valeur des produits en stocks en fonction de la nature des produits et de leur ancienneté de sorte que, in fine, tous les produits ayant plus de 5 ans sont dépréciés à 100%, à l'exception des éléments dont la valeur d'utilité n'est pas sensible à la durée de détention tels que les emballages. En complément, la dépréciation est ajustée d'une part sur la valeur d'utilité des matières premières, appréciée dans la capacité à écouler les matières premières stockées dans les produits finis, et d'autre part sur la valeur de réalisation des stocks de produits finis analysée référence par référence par les contrôles de gestion du groupe.

Les produits en stock sont régulièrement contrôlés et ceux qui sont inutilisables sont détruits.

1.12 Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le Groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

Le Groupe a décidé d'appliquer la norme IAS 19 révisée par anticipation depuis l'exercice clos le 31 décembre 2012. Par conséquent, les écarts actuariels sont désormais constatés dans les autres éléments du résultat global.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés comme une subvention et sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique « autres produits opérationnels » (norme IAS 20).

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change ou de taux soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe sont qualifiés comptablement d'instruments de couverture; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans les capitaux propres.

1.21 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement composés d'emprunts auprès des établissements de crédit et de dettes relatives aux contrats de location-financement. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

1.22 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options et les actions gratuites émis par le Groupe.

1.23 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.24 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- **Les Directions de Divisions** ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...) ;
- **Les Directions Générales Continentales** qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. Le Groupe compte trois Directions : Europe, Amériques et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux. En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT (Unité Génératrice de Trésorerie).

1.26 Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond à la définition présentée dans la recommandation n°2009-R-03 du Conseil National de la comptabilité du 2 juillet 2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel international. Il comprend notamment la totalité de la charge de la Contribution Économique Territoriale (CET), taxe collectée en France, y compris sa composante basée sur la valeur ajoutée. Cette classification en charges d'exploitation est donc sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle qu'elle a remplacée.

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat opérationnel courant et intègre les autres produits et charges tels que les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

NOTE 2 – GOODWILL en milliers d'euros

Les goodwill à l'actif se décomposent comme suit :

	31-déc-13	31-déc-12
Division Arômes :		
Valeur Brute	7 879	7 879
Dépréciation		
Valeur Nette	7 879	7 879
Division Parfumerie :		
Valeur Brute	7 822	7 822
Dépréciation		
Valeur Nette	7 822	7 822
Division Matières Premières		
Valeur Brute	1 934	1 934
Dépréciation		
Valeur Nette	1 934	1 934
Total Valeurs Nettes	17 635	17 635

L'évolution des valeurs nettes s'analyse ainsi :

	31-déc-13	31-déc-12
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	17 635	17 635
Acquisitions		
Sorties de périmètre		
Autres mouvements		
Total	17 635	17 635

Les goodwill sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies correspondent aux divisions du groupe : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il n'y a pas d'indices de dépréciations relatifs à certains actifs significatifs.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill (tests au 31 décembre 2013).

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 2%. L'actualisation de ces flux nets d'impôt est effectuée à un taux de 8%. Ce taux est après impôt.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Un taux de croissance perpétuel nul (hypothèse-clé) n'entraînerait aucune dépréciation.

Le niveau de taux d'actualisation (autre hypothèse-clé) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est :

- Division Arômes : 16,85%
- Division Parfumerie : 15,20%
- Division Matières Premières : 11,00%



NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES en milliers d'euros

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-12	Écart de conversion	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Variation de conversion	Valeur au 31-déc-13
Terrains	23 921	-244	339				24 016
Constructions	100 864	-1 662	2 069	-140			101 131
Installations techniques	120 460	-2 255	3 642	-482	338	30	121 732
Autres immobilisations	16 081	-268	1 275	-567			16 520
Immobilisations en cours	7 830	-489	6 594		-338		13 596
TOTAL	269 155	-4 919	13 919	-1 189	0	30	276 996

Les immobilisations en cours sont essentiellement composées d'investissements en cours de réalisation aux USA et en France :

- 10.3 millions d'euros pour un ensemble immobilier aux USA qui sera mis en service en 2014, dont une partie a déjà été mise en service sur Mars 2014.
- 2 millions d'euros pour le projet de l'atomiseur en France chez la maison-mère du Groupe. Ce projet devrait être mis en service avant la fin de l'année 2014.

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-12	Écart de conversion	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Variation de périmètre	Valeur au 31-déc-13
Terrains	1 800		189				1 989
Constructions	45 036	-624	3 211	-93			47 529
Installations techniques	88 605	-1 550	6 427	-408		5	93 078
Autres immobilisations	11 803	-150	1 358	-367	-200		12 445
TOTAL	147 243	-2 324	11 185	-868	-200	5	155 040
VALEUR NETTE	121 912						121 956

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des installations techniques en location financement pour les montants suivants :

en milliers d'euros	31-déc-13	31-déc-12
Installations techniques	1 670	2 022
TOTAL	1 670	2 022

La charge d'amortissement pour l'exercice 2013 pour ces immobilisations en location-financement est de 363 K€, vs 377 K€ en 2012.

NOTE 4 – ACTIFS FINANCIERS en milliers d'euros

1. CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	TOTAL
31 DÉCEMBRE 2013						
Instrument financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		15 734				15 734
Clients		75 415				75 415
Autres débiteurs		9 622				9 622
Instrument financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			526			526
Trésorerie et équivalents de trésorerie		56 012	7 782			63 794
Actifs financiers		156 783	8 308			165 090
31 DÉCEMBRE 2012						
Instrument financiers dérivés non courants						
Autres actifs financiers non courants		10 557				10 557
Clients		74 395				74 395
Autres débiteurs		9 412				9 412
Instrument financiers dérivés courants						
Autres actifs financiers courants			350			350
Trésorerie et équivalents de trésorerie		45 862	7 557			53 419
Actifs financiers		140 226	7 907			148 133

Titres disponibles à la vente :

Cette catégorie d'actifs inclus notamment les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers. Les plus ou moins-values latentes constatées sur cette catégorie d'actif sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Fin 2012 et 2013, le Groupe ne détenait pas d'actif entrant dans cette catégorie.

Prêts et créances :

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables et qui ne sont pas cotés.

Actifs financiers à la juste valeur par le résultat :

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les valeurs mobilières de placement que le Groupe Robertet a acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture, et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs de valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cf. Note 17).

Les 8,3 millions d'euros à fin décembre 2013 représentent des placements à court terme (moins d'un an), essentiellement des comptes à terme et des certificats de dépôt.

2. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Titres de participations comptabilisés au coût de revient (2)	1 076	187
Dépôts et cautionnements	1 323	1 451
Créances rattachées à des participations	625	699
Autres titres immobilisés (1)	11 029	8 120
Prêts	116	100
TOTAL	14 170	10 557

(1) Il s'agit principalement de placements à long terme de la filiale américaine Robertet Flavors (certificats de dépôts).

(2) Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2012 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention
ROBERTET INDIA	12		12	100%
AUTRES	375	200	175	
TOTAL	387	200	187	

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2013 :

	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette	% de détention
ROBERTET BULGARIE	901		901	100%
AUTRES	375	200	175	
TOTAL	1 276	200	1 076	

3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES en milliers d'euros

Les groupes Robertet et Codif ont racheté le 29 décembre 2013, à parts égales, au groupe pharmaceutique Lavipharm, la société Hitex. Cette société est spécialisée dans la sous-traitance d'extraction par CO₂ supercritique de principes actifs pour la parfumerie, l'aromatique et la cosmétique. La valeur d'acquisition des titres Hitex s'élève à 1564 Keuros dans les comptes 2013 du Groupe Robertet. Cette société détenue à 50% est contrôlée conjointement par Robertet et Codif et a donc été mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe Robertet.

Le goodwill implicite dégagé par cette acquisition s'élève à 952 K€. Il est essentiellement constitué par les infrastructures techniques de cette société nécessaires au procédé d'extraction et pour une très faible part par un brevet racheté à la société Lavipharm.

Le chiffre d'affaires et le résultat net comptable de Hitex, depuis la date d'acquisition (29 décembre 2013), inclus dans le résultat global pour la période de reporting, sont nuls en raison de la brève période de consolidation (2 jours).

en milliers d'euros	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence			
	Total Bilan	Capitaux Propres	Chiffre d'Affaires	Résultat
HITEX SAS	2 887	1 223	3 576	-9

4. ACTIFS FINANCIERS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Placements de trésorerie à court terme	526	350
TOTAL	526	350

NOTE 5 - STOCKS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Matières premières	62 952	63 098
En-cours et produits finis	38 562	37 123
Valeur brute	101 513	100 222
Provisions	-4754	-4 764
VALEUR NETTE	96 759	95 458

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-13	31-déc-12
Solde à l'ouverture de l'exercice	4 764	3 489
Variation de périmètre		
Augmentations	1 013	1 517
Reprises et utilisations	-929	-208
Écart de conversion	-93	-33
Solde à la clôture de l'exercice	4 754	4 764

NOTE 6- CRÉANCES en milliers d'euros

Ventilation des créances clients	31-déc-13	31-déc-12
Europe	32 022	27 639
Amérique du Nord	14 851	14 777
Amérique du Sud	4 447	7 684
Asie	19 368	20 342
Autres pays	7 534	6 900
TOTAL CRÉANCES BRUTES	78 223	77 342
Provisions pour dépréciation	2 808	2 947
TOTAL CRÉANCES NETTES	75 415	74 395

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-13	31-déc-12
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 947	3 367
Augmentations	344	954
Reprises et utilisations	-417	-1 406
Écart de conversion	-66	6
Autres mouvements		26
Solde à la clôture de l'exercice	2 808	2 947

NOTE 7 – AUTRES ACTIFS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Charges constatées d'avance	4 131	3 268
Autres créances	5 491	6 144
TOTAL AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	9 622	9 412
Actifs d'impôts exigibles	1 812	1 681
Actifs d'impôts différés	874	1 006
TOTAL	12 309	12 100

NOTE 8- PROVISIONS en milliers d'euros

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Variation du taux de change	Autres (3)	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE (3)	5 190	197	-218		59	5 228
Autres engagements envers le personnel (2)	1 511	209	-94	-88		1 538
Autres risques (1)	1 887	147	-544	-71		1 419
RISQUES ET CHARGES	3 398	356	-638	-159		2 957
TOTAL PROVISIONS	8 588	533	-856	-159	59	8 185
dont passifs courants	420					976
dont passifs non courants	8 168					7 208

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail concernant les sociétés établies en France.

(3) Provisions retraite :

2012	Ouverture	Dotation	Reprises	Capitaux Propres	Autres	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE	4 665	372	-1 993	848	1 298	5 190
Indemnités de fin de carrière	3 880	372		848		5 100
Retraites complémentaires	785		-1 993		1 298	90

2013	Ouverture	Dotation	Reprises	Capitaux Propres	Autres	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE	5 190	197	-218	-110	169	5 228
Indemnités de fin de carrière	5 100	197	-40			5 257
Retraites complémentaires	90		-178	-110	169	-29

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les engagements en France représentent 98% des provisions retraite du Groupe, c'est la raison pour laquelle sont détaillées uniquement les hypothèses concernant la France.

A-Régime de retraites à prestations définies :

Ce régime de retraite concerne uniquement Charabot SA et a fait l'objet d'un préfinancement dans un fond géré par le GAN. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	2013
Taux de rotation du personnel	0%
Taux d'actualisation	3.2%
Age de départ à la retraite	67 ans
Taux de mortalité	néant

	2012
Taux de rotation du personnel :	0%
Taux d'actualisation	3%
Age de départ à la retraite	67 ans
Taux de mortalité	néant

Le montant net figurant au bilan relatif à ce régime de retraites est obtenu par différence entre la valeur de l'actif et l'engagement dépendant des hypothèses énoncées ci-dessus :

Le montant brut de l'engagement au 31/12/2013 s'élève à 1.6 millions d'euros. Il est couvert par un actif de 1, 8 millions d'euros, la différence soit 0.2 millions d'euros est comptabilisée à l'actif du bilan en autres créances. (reclassement apparaissant en colonnes "Autres").

Un amendement à l'accord du 17 décembre 2008 a été mis en place le 17 décembre 2012. Cet avenant a modifié les conditions d'ouverture des droits de pension à la retraite avec notamment l'obligation d'avoir 67 ans pour pouvoir bénéficier du régime de retraite complémentaire (au lieu de 65 ans précédemment) et d'avoir liquidé ses droits à la retraite dans le régime général de Sécurité Sociale au 31 décembre 2013.

Le régime n'est donc maintenu que pour une population de 29 salariés ayant liquidé leurs droits à la retraite avant le 31 décembre 2013 ce qui explique l'utilisation d'un taux de turnover nul et l'absence de taux de mortalité. Il n'y a pas de risque de mortalité retenu en raison du fait que les salariés concernés vont liquider leurs droits progressivement à moyen terme. Le taux d'actualisation est identique à celui utilisé pour le calcul des indemnités fin de carrière.

B-Indemnités de fin de carrière :

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2013	2012
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

		France
Taux de croissance des salaires		
	2013	2%
	2012	2%
	2011	2%
Taux d'actualisation		
	2013	3.20%
	2012	3.00%
	2011	4.75%

Les taux d'actualisation sont définis par référence à un taux de marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entités de première catégorie.

La variation afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2013	2012
Coût annuel des services rendus	255	191
Frais financiers sur engagements	151	184
Gains et pertes actuariels	-359	845
Coût de la période	47	1 220

L'incidence de variation du taux d'actualisation sur ces indemnités de fin de carrière est la suivante :

Taux d'actualisation	3.2%	4.2%	2.2%
Montant des indemnités de fin de carrière en milliers d'euros	5 148	4 725	5 813

NOTE 9 – PASSIFS FINANCIERS en milliers d'euros

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

	TOTAL	31-déc-13		TOTAL	31-déc-12	
		Courant	Non courant		Courant	Non courant
Dettes Fournisseurs	29 272	29 272		26 733	26 733	
Autres créditeurs	27 319	27 319		28 939	28 939	
Autres passifs financiers	90 601	55 883	34 718	86 180	54 382	31 798
Passifs financiers	147 193	112 474	34 718	141 852	110 054	31 798

Analyse par catégorie de dettes	31-déc-13	31-déc-12
Emprunts à long et moyen terme	44 754	39 948
Emprunts location financement	96	204
Concours bancaires courants	17 484	18 039
Autres dettes financières (1)	26 985	26 651
Comptes-courants d'associés	1 283	1 337
TOTAL	90 601	86 179

(1) Ces dettes intègrent :

- l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 24 853K€ au 31 décembre 2013, (idem au 31 décembre 2012).
- une dette financière de 2 078 K€ au titre d'un put sur minoritaires dans la société SAPAD.

Analyse par échéances de remboursement	31-déc-13	31-déc-12
A moins d'un an (1)	55 883	54 382
A plus d'un an et moins de cinq ans	32 038	23 576
A plus de cinq ans	2 681	8 222
TOTAL	90 601	86 179
dont en Euros	77 261	73 794
dont en USD	13 258	12 091
Autres devises	83	294

1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

	31-déc-13	31-déc-12
Part à moins d'un an des emprunts	10 084	10 005
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	28 256	26 214
Part à moins d'un an des emprunts location financement	59	123
Découverts bancaires	17 484	18 039
TOTAL	55 883	54 382

	moins de 1 mois	entre 1 et 3 mois	entre 3 et 6 mois	+ 6 mois	TOTAL
Emprunts bancaires	763	2 383	2 914	4 024	10 084
Emprunts location financement			47	12	59
Concours bancaires courants				17 484	17 484
Dettes financières diverses		-6	2 078	26 184	28 256
TOTAL	763	2 377	5 039	47 703	55 883

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

	31-déc-13	31-déc-12
Emprunts à taux fixe	12 290	16 851
Emprunts à taux variable	32 464	23 097
TOTAL	44 754	39 948

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 19.4 millions d'euros au 31/12/2013. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par la Groupe Robertet au 31 décembre 2013.



Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2013 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/13 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	1 470	2014	4.39%	EUR
	Caisse d'Epargne	254	2014	4.05%	EUR
	Caisse d'Epargne	246	2014	3.44%	EUR
	Caisse d'Epargne	503	2014	4.19%	EUR
	Becm	4 444	2019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	Lyonnaise de Banque	4 444	2019	Euribor 1M+0,8%	EUR
	Hsbc	4 375	2020	Euribor 3M+0,7%	EUR
	Crédit Lyonnais	6 786	2018	2.31%	EUR
	Crédit Lyonnais	4 821	2020	Euribor 3M+0,85%	EUR
	Arkea	9 667	2018	Euribor 3M+0,85%	EUR
	ICNE	50			EUR
	Divers	241			EUR
GROUPE CHARABOT	Société Générale	1 964	2016	2.67%	EUR
	Divers	17	2014		EUR
ROBERTET USA	PNC Bank	4 713	2015	Libor 3M+1,5	USD
ROBERTET SAVOURY	BNP Paribas Fortis	200	2015	1.35%	EUR
SAPAD	BNP	82	2014	4.85%	EUR
	BNP	76	2019	3.40%	EUR
	BNP	100	2018	2.35%	EUR
	BNP	90	2018	1.98%	EUR
	Banque Populaire	171	2018	3.60%	EUR
	Banque Populaire	19	2015	5.00%	EUR
	Banque Populaire	8	2014	4.00%	EUR
	Banque Populaire	12	2 15	4.00%	EUR
TOTAL		44 754			EUR

NOTE 10- AUTRES PASSIFS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Dettes fiscales et sociales	19 281	19 206
Autres dettes	7 814	9 475
Produits constatés d'avance	224	258
TOTAL	27 319	28 939

NOTE 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS en milliers d'euros

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc-13		31-déc-12	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	2 963	2 901	4 826	5 108

Risques Matières Premières

Le risque Matières Premières au niveau du Groupe reste peu significatif étant donné la grande diversité de Matières Premières utilisées et la diversification des approvisionnements. Le Groupe Robertet est peu soumis à des risques de problèmes d'approvisionnement ou de pression sur les prix. Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture pour ses achats car la grande majorité des Matières Premières achetées ne sont pas cotées sur des marchés.

Risques de taux

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables.

Les swaps de taux mis en place sur certains emprunts (chez Robertet SA sur un volume d'emprunts au 31/12/13 de 9 millions d'euros et chez Charabot SA de 1.9 millions d'euros) sont qualifiés d'instrument de couverture. La juste valeur de ces instruments, comptabilisés en passifs financiers non courants, s'élève à 240 K€ au 31 décembre 2013. L'impact sur les capitaux propres pour l'exercice est de 246 K€.

Risque de contrepartie

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.

Risque de crédit

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients au 31 décembre 2013 et 2012 :

2012	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	9 637	3 153	556	353	-108	13 591
Europe (hors France)	9 088	3 826	359	667	-574	13 366
Amérique du Sud	4 348	1 910	741	684	-765	6 918
Amérique du Nord	11 184	3 107	274	213	-232	14 546
Asie & Océanie	15 266	3 420	880	776	-785	19 557
Autres	4 178	1 540	581	601	-483	6 417
Créances clients	53 701	16 956	3 391	3 294	-2 947	74 395

2013	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	10 142	5 424	448	563	-78	16 499
Europe (hors France)	11 144	3 342	345	613	-551	14 893
Amérique du Sud	3 510	524	149	264	-189	4 258
Amérique du Nord	10 043	3 694	429	685	-718	14 133
Asie & Océanie	13 962	3 595	1 536	276	-635	18 733
Autres	4 856	1 167	335	1 176	-636	6 898
Créances clients	53 657	17 746	3 242	3 576	-2 807	75 415

Hiérarchie de juste valeur

La norme IFRS7 amendée en 2009 demande de classer les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon les trois niveaux suivants :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Actifs à la juste valeur au 31/12/2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Placements de trésorerie à court terme	526			526
Valeurs mobilières de placement	7 782			7 782
Total des actifs à la juste valeur	8 308			8 308

Passifs à la juste valeur au 31/12/2013				
Dérivés de taux (Swaps)		240		240
Total des passifs à la juste valeur		240		240

Actifs à la juste valeur au 31/12/2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Placements de trésorerie à court terme	350			350
Valeurs mobilières de placement	7 557			7 557
Total des actifs à la juste valeur	7 907			7 907

Passifs à la juste valeur au 31/12/2012				
Dérivés de taux (Swaps)		486		486
Total des passifs à la juste valeur		486		486

Il n'y a pas eu de transferts de la catégorie 1 à la catégorie 2 pour l'ensemble des actifs et passifs financiers du Groupe.

NOTE 12 – INFORMATIONS SECTORIELLES en milliers d'euros

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le PDO (principal décideur opérationnel). Le PDO est la Direction Générale du Groupe Robertet, présidée par Monsieur Philippe Maubert.

Le niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur d'activité. La ventilation est faite sur les trois Divisions du Groupe :

- Matières Premières
- Parfumerie
- Arômes

Le reporting interne destiné au PDO est organisé suivant les secteurs opérationnels identifiés ci-dessus :

AU 31 DÉCEMBRE 2013	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	389 489	98 167	141 645	149 677
Résultat opérationnel courant	38 897	10 381	13 024	15 492
Résultat net Part du Groupe	25 258	4 706	9 893	10 659
GOODWILL	17 635	1 934	7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 956	42 839	35 037	44 080
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	13 919	3 609	3 873	6 437
DOTATION AMORTISSEMENT	11 308	3 482	3 144	4 682
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	184 134	70 305	61 731	52 098
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	58 113	18 356	23 978	15 779

AU 31 DÉCEMBRE 2012	TOTAL	Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	395 601	97 389	142 135	156 077
Résultat opérationnel courant	44 007	10 443	13 212	20 352
Résultat net Part du Groupe	27 589	4 843	9 210	13 536
GOODWILL	17 635	1 934	7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	121 912	31 962	45 285	44 665
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	17 177	6 135	7 303	3 739
DOTATION AMORTISSEMENT	11 272	2 609	3 789	4 874
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	181 296	61 780	61 066	58 450
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	56 832	17 282	22 012	17 538

Analyse par zone géographique des ventes de produits :

AU 31 DÉCEMBRE 2013	TOTAL	Europe	États-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	389 489	149 159	121 999	118 331

AU 31 DÉCEMBRE 2012	TOTAL	Europe	États-Unis	Autres
Chiffres d'affaires consolidé	395 601	149 960	124 284	121 356

NOTE 13- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Amortissements sur immobilisations	11 308	11 272
Dotations et reprises sur provisions (1)	-566	-1 072
TOTAL	10 742	10 200

(1) les dotations et reprises sur provisions concernent les créances, les stocks et les provisions pour risques et charges (cf. notes 5,6 et 8).

NOTE 14- RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	-940	-2 075
Produits de valeurs mobilières	103	121
Coût financier net	-836	-1 954
(Pertes) de change	-1 308	-1 358
Gains de change	1 301	1 277
Autres	-238	706
Autres produits et charges financiers	-245	625
TOTAL	-1 081	-1 329

NOTE 15 – IMPÔTS en milliers d'euros

	31-déc-13		31-déc-12	
	Résultat net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Nets	Résultat Net avant Impôt	(Charges)/ Produits d'Impôt Net
Sociétés françaises du Groupe	21 019	-6 914	20 060	-7 118
Autres sociétés du Groupe	16 993	-5 840	22 260	-7 613
TOTAL	38 012	-12 754	42 320	-14 731
Impôt courant		-12 784	-13 361	
Impôt différé net		30	-1 370	
IMPÔT		-12 754	-14 731	

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

	31-déc-13	31-déc-12
Impôt différé Actif	874	1 006
Impôt différé Passif	-8 827	-8 820
Impôt différé Net	-7 953	-7 814

	31-déc-13	31-déc-12
Impôts différés nets au 1er janvier : actifs/ (passifs)	7 814	-6 810
Constatés en capitaux propres	-153	276
(Charge) / produit	30	-1 370
Écarts de conversion	-17	91
TOTAL	-7 953	-7 814
Dont impôts différés passifs	-8 827	-8 820
Dont impôts différés actifs	874	1 006

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France (34,43% en 2013 et en 2012) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net avant impôts	38 012	42 320
Taux d'impôt courant en France	34.43%	34.43%
(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	-13 088	-14 571
- Impact des différences permanentes	664	116
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	478	414
- Impact des déficits fiscaux non reconnus	-637	-679
- Impact des crédits d'impôts	118	205
- Impact des différences de taux (différé/courant)	-35	-24
- Impact des redressements fiscaux	-236	-282
-Autres	-18	90
(Charges) / produits d'impôts nets	-12 754	-14 731
Taux effectif d'impôt du groupe en %	33.55%	34.81%

Le taux d'imposition français est constitué du taux d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2013, qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 34.43% (comme en 2012).

Les déficits reportables de chaque entité sont revus et analysés à chaque clôture. Leur activation est décidée ou non dans les comptes sur la base des hypothèses suivantes :

- Forte probabilité de bénéfices à horizon 3 ans,
- Délais de report en avant de ces déficits largement au-delà des 3 ans (20 ans ou illimités)

Dès lors, aucun Impôt Différé Actif n'est activé sur les filiales en réorganisation ou en cours de développement :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 99 K€, soit 284 KBRL
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 1 216 K€, soit 3 475 KBRL

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Arco : 1 833 K€
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Charabot Inc : 825 K€ soit 1094 KUSD

3) Robertet South Africa Aromatics :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 223 K€, soit 2 864 KZAR

NOTE 16- ENGAGEMENTS en milliers d'euros

16-1 Engagements donnés et reçus

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

Engagements donnés	31-déc-13	31-déc-12
Cautions envers le trésor	8	8
Promesses d'hypothèques	15 000	15 000
Autres engagements	439	113
TOTAL	15 447	15 121

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par la maison mère sur le terrain qui accueille la nouvelle unité de mélanges de compositions parfumerie, en garantie d'un emprunt de même montant, à l'origine, ayant au 31 décembre 2013 une valeur résiduelle de 8 888 K€.

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placements sont composées de certificats de dépôts et autres produits de placements à court terme.

	31-déc-12	Variation	Différence de conversion	31-déc-13
Valeurs mobilières de placement	7 557	694	-469	7 782
TOTAL	7 557	694	-469	7 782

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

	31-déc-2013	31-déc-2012
Robertet USA :	3 819	3 993
Certificats de Dépôt	3 819	3 993
Autres placements à terme :	3 962	3 564
Robertet Argentina	523	607
Robertet Espagne	1 511	1 511
Robertet Mexico	1 929	1 447
TOTAL GÉNÉRAL	7 782	7 557

NOTE 18- EFFECTIFS DU GROUPE en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Cadres	473	457
Employés	756	717
Production	416	407
TOTAL	1 645	1 581

NOTE 19- COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL en milliers d'euros

Le capital social est composé au 31 décembre 2013 de 2 135 447 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 149 648 certificats d'investissements, contre 2 121 925 et 149 720 respectivement en 2012.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2013 : 1 188 247).

Au 31 décembre 2013, le Groupe familial détient 53,24% des droits de vote simple représentant 62,93% des droits de vote totaux.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5 704 milliers d'euros correspondant à 2 131 827 actions et 149 720 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 2.85 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc-12	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-13
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500		9 500	
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			18 500		9 500	9 000

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2013 au titre des stocks options s'élève à 9 000 actions. Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2013 s'élève à 101.19 euros.

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date attribution définitive	Nombre au 31-déc-12	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-12
24/02/2011	24/02/2013	3 950		3 950	
23/02/2012	23/02/2014	3 100			3 100
TOTAL		7 050		3 950	3 100

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1er janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants. La juste valeur des actions gratuites s'élève à 104 euros par action. Une charge de 229 milliers d'euros a été enregistrée sur l'exercice 2013 (410 K€ en 2012). La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

Actions gratuites acquises par chaque dirigeant mandataire social au cours de l'année

	Date du plan	Nombre d'actions	Conditions d'acquisition	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Philippe MAUBERT	24 février 2011	1 250	gratuite	24 février 2013	24 février 2014
Christophe MAUBERT	24 février 2011	900	gratuite	24 février 2013	24 février 2014
Olivier MAUBERT	24 février 2011	900	gratuite	24 février 2013	24 février 2014
Lionel PICOLET	24 février 2011	900	gratuite	24 février 2013	24 février 2014

NOTE 20 – CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul des résultats de base et dilué par action, pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	25 095	27 455
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 279	2 266
Résultat net de base par action (en euros)	11.01	12.12

Résultat dilué	31-déc-13	31-déc-12
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	25 095	27 455
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 279	2 266
Options sur actions (en milliers)	3	4
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué (en milliers)	2 282	2 270
Résultat net dilué par action (en euros)	11.00	12.09

NOTE 21 – ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE en milliers d'euros

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2013 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 15 avril 2014.

NOTE 22 – PARTIES LIÉES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des achats ou ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Les ventes de la maison mère à ces entreprises liées s'élèvent à 323 Keuros pour l'exercice 2013, les achats à 2 419 Keuros.

Les transactions éliminées en consolidation ne sont pas décrites ici.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Conseil d'Administration. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant :

RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS :

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés au comité de direction du Groupe, payé sur l'exercice 2013 et 2012, s'établit comme suit :

en euros	2013	2012
Rémunération du Comité de Direction	2 411 904	2 406 509

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales.

Tableau des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant social :

Rémunérations versées à Philippe Maubert, Président Directeur Général	2013	2012
Rémunération fixe	420 129	421 318
Rémunération variable	251 500	225 000
TOTAL	671 629	646 318
Prime indexée *	42 500	
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice		123 500

Rémunérations versées à Lionel PICOLET, Directeur Général Adjoint	2013	2012
Rémunération fixe	244 654	241 571
Rémunération variable	165 000	151 000
TOTAL	409 654	392 571
Prime indexée *	30 000	
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice		86 450

Rémunérations versées à Christophe Maubert, Directeur Général Délégué	2013	2012
Rémunération fixe	344 249	357 288
Rémunération variable	142 500	124 000
TOTAL	486 749	481 288
Prime indexée *	30 000	
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice		86 450

Rémunérations versées à Olivier Maubert, Directeur Général Délégué	2013	2012
Rémunération fixe	175 991	174 226
Rémunération variable	74 500	65 000
TOTAL	250 491	239 226
Prime indexée *	30 000	
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice		86 450

* Il s'agit du premier versement d'une prime instaurée en lieu et place de l'attribution d'actions gratuites.

La base de calcul de cette prime est de 2% du résultat du Groupe. Elle est répartie suivant les mêmes modalités que celles qui prévalaient pour l'attribution des actions gratuites.

Le paiement de cette prime est étalé sur quatre ans et est indexé sur le cours de l'action Robertet. Le cours de référence, chaque année, est la moyenne des 5 cours de bourse suivant la date de publication du premier communiqué sur les résultats de l'exercice.

2 - JETONS DE PRÉSENCE

	Comité		2013	2012
	Audit	Rémunérations		
M. Xavier GIVAUDAN		•	9 000	10 500
Mme Gilberte LOMBARD	•	•	19 500	18 000
M. Alain MOYNOT	•		20 500	20 000
M. Dlawar BARAKAT		•	9 000	12 500
Mme Catherine CANOVAS	•		14 500	15 000
M. Peter LOMBARDO			6 000	6 000
Mme Isabelle MAUBERT			8 500	8 000
M. Gérard DELCOUR			8 500	10 000
M. Philippe MAUBERT			8 500	10 000
M. Lionel PICOLET			8 500	10 000
M. Christophe MAUBERT			4 500	2 000
M. Olivier MAUBERT			6 500	8 000
TOTAL			123 500	130 000
Rémunération de P. Lombardo au titre de son activité aux États-Unis (en USD)			566 000	845 000

NOTE 24- FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT en milliers d'euros

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2013 comme pour l'année 2012 environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25- LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES en milliers d'euros

Entités	Pays	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100%	INTÉGRATION GLOBALE
Robertet Argentina	Argentine	100%	
Robertet Do Brasil	Brésil	100%	
Robertet Espana	Espagne	100%	
Robertet USA	États-Unis	100%	
Robertet Italia	Italie	100%	
Robertet Hiyoki	Japon	100%	
Robertet de Mexico	Mexique	100%	
Robertet UK	Royaume-Uni	93.80%	
Robertet et Cie SA	Suisse	100%	
Robertet Turkey	Turquie	100%	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100%	
Robertet Savoury	Belgique	100%	
Charabot	France	99.76%	
Robertet China	Chine	100%	
Robertet India	Inde	100%	
Plantes Aromatiques du Diois	France	66%	
Hitex SAS	France	50.00%	M E E



COMPTES SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013



ROBERTET

COMPTE DE RÉSULTAT en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.13	162 331	159 886
Production stockée		799	2 525
Autres produits d'exploitation		1 459	1 227
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		164 588	163 637
Achats		-81 353	-81 041
Variation des stocks		2 355	866
Charges externes		-24 719	-23 782
VALEUR AJOUTÉE		60 871	59 681
Charges de personnel		-39 561	-37 527
Impôts et taxes		-3 875	-3 286
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		17 435	18 867
Dotations aux amortissements		-4 034	-3 679
Dotations aux provisions et reprises		-45	-844
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		13 355	14 345
Charges et produits financiers	2.14	2 809	6 404
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		16 165	20 750
Charges et Produits exceptionnels	2.15	-538	-2 337
Impôt sur les bénéfices	2.17	-2 729	-1 837
RÉSULTAT NET AVANT PARTICIPATION		12 898	16 576
PARTICIPATION		-726	-893
BÉNÉFICE NET		12 172	15 682

BILAN en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
Immobilisations incorporelles	2.1	5 869	5 869
Immobilisations corporelles	2.1 et 2.2	35 968	34 231
Immobilisations financières	2.3	69 468	66 747
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		111 304	106 847
Stocks	2.4	46 428	43 364
Clients et comptes rattachés	2.5 et 2.8	37 992	34 900
Créances diverses	2.5	7 003	6 197
Disponibilités	2.6	3 229	3 637
Comptes de régularisation	2.6	2 269	1 699
TOTAL ACTIF CIRCULANT		96 922	89 797
TOTAL ACTIF		208 226	196 644
PASSIF		31-déc-13	31-déc-12
Capital	2.19	5 713	5 679
Réserves		83 719	74 066
Résultat de l'exercice		12 172	15 682
Provisions réglementées	2.8	14 139	13 207
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2.7	115 742	108 635
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2.8	4 685	4 657
DETTES FINANCIERES	2.9	59 816	56 236
DETTES D'EXPLOITATION	2.10	27 983	27 117
TOTAL PASSIF		208 226	196 644

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-13	31-déc-12
Bénéfice net		12 172	15 682
Amortissements des immobilisations corporelles	2.2	4 034	3 679
Dotations nettes aux provisions		1 974	3 419
Plus/moins-value sur cessions actifs		-393	-60
Marge brute d'autofinancement		17 787	22 720
Variation des stocks		-3 064	-3 005
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs		-1 932	-528
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs		-2 796	232
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice		-7 792	-3 301
Trésorerie provenant de l'exploitation		9 994	19 418
Variation de périmètre			44
Investissements industriels	2.1	-5 829	-4 187
Autres mouvements sur actifs financiers		-2 609	-209
Cessions et réalisation d'actifs		451	69
Trésorerie provenant des opérations d'investissement		-7 986	-4 283
Levée de souscription d'action	2.19	831	763
Dividendes versés		-6 827	-6 133
Souscription d'emprunts	2.9	15 000	
Remboursements d'emprunts	2.9	-10 819	-8 427
Variation nette des autres dettes financières		-53	-553
Trésorerie provenant des opérations de financement		-1 868	-14 351
Variation globale de la trésorerie		140	784
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^o janvier		-14 383	-15 167
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre		-14 243	-14 383
SITUATION DE TRÉSORERIE		31-déc-13	31-déc-12
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	2.6	3 229	3 637
Concours bancaires	2.9	-17 473	-18 020
NET		-14 243	-14 383

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE		
Créances clients et comptes rattachés	37 992	34 900
Autres créances	7 003	6 197
Disponibilités	3 229	3 637
Comptes de régularisation actif	2 269	1 699
TOTAL	50 494	46 433
PASSIF EXIGIBLE		
Emprunts et dettes financières divers	10 308	10 032
Concours bancaires	17 473	18 020
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 163	17 420
Dettes fiscales et sociales	10 559	9 669
TOTAL	55 502	55 141
ACTIF REALISABLE - PASSIF EXIGIBLE	-5 009	-8 709



NOTE ANNEXE AUX COMPTES

ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les groupes ROBERTET et CODIF ont racheté à parts égales, au groupe pharmaceutique LAVIPHARM, la société HITEX en date du 29 décembre 2013. Cette société est spécialisée dans la sous-traitance d'extraction par CO₂ supercritique de principes actifs pour la parfumerie, l'aromatique et la cosmétique. La valeur d'acquisition des titres Hitex s'élève à 1 563 K€ dans les comptes 2013 de Robertet SA.

Robertet SA a également investi en Bulgarie en créant une usine de production à Dolno Sahrane dans le Vallée des Roses. Cet investissement s'élève à 900 K€ sur l'exercice

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable) ainsi que les règlements l'ayant modifié ou complété par la suite.

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

• Constructions	20 ans ou 40 ans
• Constructions légères	8 ans
• Matériel de transport	4 et 5 ans
• Agencements, installations	5, 8 ans et 20 ans
• Installations techniques	5 ans ou 10 ans
• Matériels de bureau	5 ans

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la situation nette, mais également la valeur de marché et les perspectives de rentabilité.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire (valeur de marché ou situation nette) s'avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré, le coût d'acquisition comprenant tous les frais accessoires d'achat. Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ; une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur de marché se révèle inférieure.

G. Instruments financiers

Instruments de change :

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la valeur de marché de l'instrument financier à cette date.

Instruments de taux :

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables. Les résultats dégagés par les swaps de taux d'intérêt qui couvrent des éléments du passif financier sont comptabilisés en net dans le résultat financier. **H. Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont :

- Les engagements sociaux (note 2.8),
- Les provisions (note 2.8).

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1er avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

O. Crédit Impôt Compétitivité et Emploi

La société a opté pour comptabiliser le Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE), instauré depuis le 1er janvier 2013, en déduction des charges de personnel. Ce produit est rattaché à l'exercice selon le rythme de l'engagement des charges de personnel correspondantes.

Son montant est de 530 K€ au titre des rémunérations visées et versées en 2013 et en application d'un taux de 4%.

L'avantage de trésorerie lié au CICE sera dégagé en 2014 lors de la liquidation de l'impôt sur les sociétés, une communication détaillée sur son utilisation sera donc faite dans l'annexe aux comptes annuels 2014. Il est envisagé d'utiliser le CICE pour financer des recrutements.

NOTE 2 – COMPLÉMENTS D'INFORMATION

2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS en milliers d'euros

	31-déc-12	Acquisitions	Cessions	31-déc-13
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
MALI DE CONFUSION*	5 861			5 861
DIVERS	8			8
TOTAL	5 869			5 869
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	2 168			2 168
CONSTRUCTIONS	39 212	1 312	135	40 389
INSTALLATIONS TECHNIQUES	44 918	1 849	26	46 741
AUTRES IMMOBILISATIONS	8 238	668	134	8 771
IMMOBILISATIONS EN COURS		2 001		2 001
TOTAL	94 536	5 829	295	100 069

* Ce mali de confusion issu de la transmission universelle de patrimoine de la société Manuta intervenue en 2012 est entièrement affecté aux titres de participation détenus sur la société Charabot.

2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS en milliers d'euros

	31-déc-12	Dotations	Diminutions	31-déc-13
CONSTRUCTIONS	19 150	1 222	79	20 292
INSTALLATIONS TECHNIQUES	34 410	2 142	26	36 526
AUTRES IMMOBILISATIONS	6 745	670	132	7 283
TOTAL	60 305	4 034	237	64 101

Les principaux investissements de l'exercice concernent pour 2 millions d'euros la construction d'un atomiseur (en immobilisation en cours au 31 décembre 2013) sur le site du Plan de Grasse. Ce projet devrait être mis en service d'ici la fin de l'année 2014. Les autres acquisitions sont des investissements courants.

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES en milliers d'euros

VALEUR BRUTE	31-déc-12	Acquisitions	Cessions	31-déc-13
Participations	66 653	3 265		69 918
Créances rattachées à des participations	3 414	1 135	663	3 887
Autres immobilisations financières	103		2	100
TOTAL	70 171	4 400	665	73 906

PROVISIONS	31-déc-12	Dotations	Reprises	31-déc-13
Participations	3 123	1 033	19	4 138
Créances rattachées à des participations	300			300
Autres immobilisations financières				
TOTAL	3 423	1 033	19	4 438

VALEUR NETTE	66 747			69 468
---------------------	---------------	--	--	---------------

Les groupes ROBERTET et CODIF ont racheté à parts égales, au groupe pharmaceutique LAVIPHARM, la société HITEX. Cette société est spécialisée dans la sous-traitance d'extraction par CO₂ supercritique de principes actifs pour la parfumerie, l'aromatique et la cosmétique. La valeur d'acquisition des titres Hitex s'élève à 1 563 K€ dans les comptes 2013 de Robertet SA.

Les acquisitions sont également composées de la création de l'entité Robertet Bulgarie pour 900 K€ ainsi que la souscription à hauteur de 801 K€ à l'augmentation de capital de la filiale Robertet Turquie.

L'augmentation de la provision sur les titres de participation est expliquée par des dotations supplémentaires sur les titres Robertet Brésil et Robertet China en raison de l'insuffisance de situation nette de ces dernières.

2.4 STOCKS en milliers d'euros

Désignation	Méthode de valorisation	31-déc-12	31-déc-13
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	23 655	26 010
Provision / Matières Premières		-741	-787
En-cours et produits finis	Coût de production	22 152	22 951
Provision/ Produits Finis		-1 702	-1 747
TOTAL		43 364	46 428

2.5 CRÉANCES en milliers d'euros

Toutes les créances clients et autres créances diverses sont à moins d'un an.

Détail des créances diverses	31-déc-12	31-déc-13
Fournisseurs débiteurs	4 104	3 279
Créances sociales	159	164
Créances fiscales	1 222	2 071
Produits à recevoir	683	1 344
Créances diverses	29	145
TOTAL	6 197	7 003

2.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DISPONIBILITÉS en milliers d'euros

	31-déc-12	31-déc-13
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 661	2 269
Achats	1 297	1 640
Frais généraux	364	629
ÉCART DE CONVERSION ACTIF	38	
Emprunts	38	
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	1 699	2 269
ÉCART DE CONVERSION PASSIF	27	261
Fournisseurs		257
Prêts	27	4
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF	27	261
Soldes créditeurs de banque	3 628	3 217
Caisses	9	12
TOTAL DISPONIBILITÉS	3 637	3 229

2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

	TITRES		Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions Réglementées	Capitaux Propres
	actions	CI					
Situation au 31 décembre 2011	2 108 675	149 720	5 646	9 997	69 473	10 811	95 926
Dividendes versés					-6 133		-6 133
Exercice de stock-options	13 514		33	739	- 10		763
Variation des provisions réglementées						2 397	2 397
Résultat de l'exercice					15 682		15 682
Situation au 31 décembre 2012	2 121 925	149 720	5 679	10 736	79 013	13 207	108 635
Dividendes versés					-6 827		-6 827
Exercice de stock-options	13 522	-72	44	798	-10		831
Variation des provisions réglementées						932	932
Résultat de l'exercice					12 172		12 172
Situation au 31 décembre 2013	2 135 447	149 648	5 723	11 534	84 347	14 139	115 742



2.8 ETAT DES PROVISIONS en milliers d'euros

	provisions au 31-déc-12	dotations (2)	utilisations (2)	reprise (provision non utilisée) (2)	provisions au 31-déc-13
PROVISIONS REGLEMENTÉES	13 207	2 388	1 456		14 139
Provision pour hausse des prix (1)	9 999	1 800	1 289		10 510
Amortissements dérogatoires	2 572	588			3 160
Provision pour investissement	636		167		469
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 657	169	141		4 685
Provision retraites (4)	3 664	119			3 783
Provision médailles du travail	155		3		152
Provision écart de conversion actif	38		38		
Provision pour risques divers (3)	800	50	100		750
PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	3 600	242	9	254	3 579
Clients	1 157	152	9	254	1 046
Stocks	2 443	90			2 533

(1) dont part à moins d'un an : 1 328 Keuros

(2) L'impact des dotations, utilisations et reprises s'élève à 940 milliers d'euros et se ventile ainsi :

	Dotations	Reprises	Net
Résultat d'exploitation	411	365	45
Résultat financier		38	-38
Résultat exceptionnel	2 388	1 456	932
TOTAL	2 799	1 859	940

(3) Les provisions pour risques divers concernent principalement des litiges prud'homaux, commerciaux, et liés à la construction.

(4) Pour les provisions retraites :

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2013	2012
Taux de croissance des salaires	2%	2%
Taux d'actualisation	3,2%	3%

TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL	2013	2012
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 09/2010.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

	2013	2012
Coût annuel des services rendus	179	133
Frais financiers sur engagements	108	133
Gains et Pertes Actuariels	-168	604
Coût de la période	119	870

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

	2013	2012
Engagement à l'ouverture	3 664	2 794
Coût de la période	119	870
Engagement à la clôture	3 782	3 664

2.9 DETTES FINANCIÈRES en milliers d'euros

Analyse par catégorie de dettes	31-déc-13	31-déc-12
Emprunts à long et moyen terme	37 060	31 222
Concours bancaires courants	17 473	18 020
Autres dettes financières	5 283	6 994
TOTAL	59 816	56 236

Analyse par échéances de remboursement	31-déc-13	31-déc-12
A moins d'un an	27 780	28 052
A plus d'un an et moins de cinq ans	25 355	17 658
A plus de cinq ans	6 681	10 526
TOTAL	59 816	56 236

Analyse des mouvements / emprunts	31-déc-13	31-déc-12
Souscription d'emprunts sur l'exercice	15 000	
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-10 819	-8 427
VARIATION NETTE	4 181	-8 427

Analyse des dettes financières par devise	31-déc-13	31-déc-12
Dettes financières libellées en Euros	51 272	48 388
Dettes financières libellées en USD	8 544	7 639
Dettes financières libellées en CHF		209
TOTAL	59 816	56 236

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 14,7 millions d'euros au 31/12/2013. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par Robertet SA au 31/12/2013.

2.10 DETTES D'EXPLOITATION en milliers d'euros

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

	31-déc-13	31-déc-12
Fournisseurs et comptes rattachés	14 444	14 893
Personnel et comptes rattachés	5 963	5 476
Organismes sociaux	3 976	3 693
Etat, impôts et taxes	619	501
Commissions à payer	2 145	1 916
Autres charges à payer	575	611
Ecart de conversion	261	27
TOTAL	27 983	27 117

2.11 ENGAGEMENTS en milliers d'euros

Engagements donnés	31-déc-13	31-déc-12
Consentis à l'égard des entreprises liées	25 187	25 208
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	7	9
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)		7
Promesses d'hypothèque	15 000	15 000
TOTAL	40 202	40 232

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par Robertet SA sur le terrain qui accueille la nouvelle unité de mélanges de compositions parfumerie, en garantie d'un emprunt de même montant à l'origine, ayant au 31 décembre 2013, une valeur résiduelle de 8 888 K€.

Les engagements consentis à l'égard des entreprises liées concernent principalement l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 24 853 K€.

2.12 SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES

Néant.

2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ en milliers d'euros

Par zones géographiques	31-déc-13	31-déc-12
Europe	119 249	115 231
Amérique du Nord	9 092	8 444
Amérique du Sud	7 695	7 668
Asie	15 840	17 447
Autres Pays	10 454	11 095
TOTAL	162 331	159 886

Par secteurs d'activité	31-déc-13	31-déc-12
Matières Premières	45 355	39 764
Composition pour la Parfumerie	75 960	75 984
Arômes Alimentaires	44 016	44 138
TOTAL	162 331	159 886

2.14 RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Dividendes	4 387	8 297
Intérêts sur dettes financières	-899	-1 197
Escomptes accordés et reçus	-123	-18
Gains/(Pertes) de change	649	-153
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-228	-188
Dotations/ Reprise provision financière	-977	-338
TOTAL	2 809	6 404

2.15 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Dotations et reprises aux provisions réglementées	-932	-2 397
Charges et produits divers	393	60
TOTAL	-538	-2 337

2.16 SITUATION FISCALE LATENTE en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	4 868	4 547
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	1 552	1 569
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	89	88

2.17 VENTILATION DE L'IMPÔT en milliers d'euros

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant :	16 165	3 118	13 047
Exceptionnel :	-538	-172	-367
Participation :	-726	-217	-509
TOTAL		2 729	12 172

2.18 EFFECTIF MOYEN en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Cadres	139	139
Agents de maîtrise	153	141
Employés	151	138
Ouvriers	148	132
TOTAL	591	550

Droits individuels à la formation :

Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 53 024 heures vs 52 000 heures à fin 2012.

L'effectif du personnel intérimaire s'élève à 51 au 31 décembre 2013 vs 84 au 31 décembre 2012.

2.19 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 135 447 actions et de 149 648 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31-déc-12	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-13
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500		9 500	
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			18 500		9 500	9 000

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date limite	Nombre au 31-déc-12	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-13
24/02/2011	24/02/2013	3 950		3 950	
23/02/2012	23/02/2014	3 100			3 100
TOTAL		7 050		3 950	3 100

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

2.20 CHARGES A PAYER en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 569	1 239
Dettes fiscales et sociales	5 957	5 150
TOTAL	7 526	6 389

2.21 PRODUITS A RECEVOIR en milliers d'euros

	31-déc-13	31-déc-12
Royalties	485	438
Remboursements assurance		3
Intérêts à recevoir		7
Dividendes à recevoir	858	229
Divers		5
TOTAL	1 344	683

2.22 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES en milliers d'euros

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Sté a un lien de participation
BILAN		
Participations	65 717	64
Créances rattachées à des participations	3 587	
Créances clients et comptes rattachés	13 380	
Emprunts et dettes financières diverses	4 000	
Avances fournisseurs	2 600	
Dettes fournisseurs	1 332	
Produits à recevoir	1 344	
Autres dettes	208	
COMPTE DE RÉSULTAT		
Chiffre d'Affaires	49 156	
Achats de matières premières	17 376	
Produits de participation	4 387	
Charges financières	62	
Produits financiers	13	

Robertet Grasse assure la production de l'ensemble de l'activité Compositions Parfumerie de Charabot S A depuis le 1^{er} avril 2011. Une convention de sous-traitance a été conclue entre les deux sociétés, fixant le coût de refacturation des prestations assurées par Robertet à 2,55 euros le kg. Le montant des prestations refacturées s'élève à 5 694 K€ sur l'exercice 2013.

2.23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS en milliers d'euros

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc-13		31-déc-12	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	2 963	2 901	4 826	5 109

Au 31 décembre 2013, les emprunts ayant fait l'objet d'une couverture par des swaps de taux d'intérêt représentent un nominal de 9 millions d'euros. La valeur de marché de ces instruments est de -240K€ au 31 décembre 2013.

2.24 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2013 s'élève à 2 411 904 euros vs 2 406 509 euros en 2012. Ces rémunérations sont détaillées dans l'annexe sur les comptes consolidés en note 22.



2.25 FILIALES ET PARTICIPATIONS en milliers d'euros

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Capital (1)	Réserves et report à nouveau	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	121	421			26	368	100,00		9
Robertet Argentina	177		177			404	441	100,00	311	395
Robertet do Brasil	3 132	2 988	144	1 400		3 361	-2 533	100,00		-685
Robertet Espana	162		162			60	2 255	100,00	318	351
Robertet USA	19 880		19 880			2 816	65 732	100,00	3 644	7 579
Robertet Italia	70		70			26	40	100,00		
Robertet Japon	199		199			592	1 423	100,00		116
Robertet de Mexico	139		139			195	8 623	100,00	114	918
Robertet UK	392		392			138	4 475	93,80		1 224
Robertet et Cie SA	38		38			64	2 375	100,00		25
Robertet Turquie	1 777		1 777			804	857	100,00		114
Robertet South Africa Aromatics	460	460				290	-328	100,00		-39
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	4 590	100,00		240
Robertet India	12		12			125	-753	100,00		331
IS Finances SAS	100		100							
Robertet Beijing	6 233	369	5 864	529		6 553	-499	100,00		-190
Groupe Charabot	26 999		26 999			6 100	65 761	69,08		5 252
Sarl Serei No Nengone	1		1		334	3	2	44,00		
Plantes Aromatiques du Diois	3 367		3 367	800		98	2 394	65,99		176
Fragrant Garden SA	7		7					33,33		
RI Natural SL	3		3			6		50,00		
Hitex SAS	1 564		1 564			270	962	50,00		-9
Robertet Outre-Mer	1		1					100,00		
Robertet Bulgaria	900		900					100,00		
Sous-total	69 655	3 937	65 717	2 729	334					
Autres	64		64							
Total	69 719	3 937	65 781	2 729	334					

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2009	2010	2011	2012	2013
SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D' EXERCICE					
Capital social	5 566	5 608	5 646	5 679	5 713
Nombre d'actions	2 076 989	2 093 799	2 108 675	2 121 925	2 135 375
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 720	149 720	149 720
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
Chiffre d'affaires hors taxes	94 074	115 409	144 237	159 886	162 331
Bénéfice avant impôt, dotation aux amortissements et provisions	10 938	25 548	21 198	24 776	20 684
Impôt sur les bénéfices	1 395	2 438	1 566	1 837	2 729
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	4 528	18 050	8 542	15 682	12 172
Montant des bénéfices distribués	4 342	6 057	6 098	6 815	6 513
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UN SEUL TITRE					
Bénéfice après impôt, avant dotation aux amortissements et provisions	4,29	10,30	8,69	10,10	7,86
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	2,03	8,05	3,78	6,90	5,33
Dividende versé à chaque titre	1,95	2,70	2,70	3,00	2,85
PERSONNEL					
Nombre de salariés	484	508	535	550	591
Montant de la masse salariale	17 792	18 296	21 061	21 503	23 362
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., œuvres sociales, etc...)	9 377	9 965	11 847	11 849	12 668

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013



ROBERTET

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE

(article L.225-37 du Code de Commerce)

En conformité avec l'article L.225-37 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration a rédigé le présent rapport pour rendre compte aux actionnaires de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place dans l'entreprise.

En matière de gouvernement d'entreprise, notre société se référait jusqu'alors au Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF. Robertet se réfère désormais aux recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise pour les "ETI" élaboré par MIDDLENEXT. Le Conseil d'Administration a en effet estimé que ce référentiel était plus en adéquation avec la structure de la société dont la majorité est contrôlée par un groupe familial ainsi qu'avec sa taille et sa structure.

Le Conseil d'Administration a notamment pris connaissance des éléments figurant dans la rubrique "points de vigilance" dudit code. Ce dernier considère que tous les points du code de gouvernance sont respectés.

I - MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE ET LIMITATION EVENTUELLE DE SES POUVOIRS

Lors de la nomination des organes de Direction, le 17 janvier 2009, le Conseil d'administration a nommé le Président du Conseil, Philippe Maubert au poste de Directeur Général. Conformément aux statuts, Ce dernier est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social

Les mandataires sociaux sont actuellement les suivants :

M. Philippe MAUBERT, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général,

M. Christophe MAUBERT, Directeur Général Délégué et Administrateur, en charge de la Division Parfumerie,

M. Olivier MAUBERT, Directeur Général Délégué et Administrateur, en charge de la Division Arômes.

II - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président, Directeur Général

M. Philippe MAUBERT, né le 28/01/1952 à Nice, de nationalité Française,

Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Administrateurs

Mme. Catherine MAUBERT épouse CANOVAS-GUTTERIEZ, née le 11/01/1951 à NICE, de nationalité française, Mandatée par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

M. Christophe MAUBERT, né le 03/07/1959 à NICE, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

M. Lionel PICOLET, né le 08/12/1956 à LYON, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

M. Xavier GIVAUDAN, né le 07/02/1933 à GENEVE, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013. *Administrateur indépendant **

M. Dlawar BARAKAT, né le 10/04/1931, au CAIRE, de nationalité Suisse,
Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013. *Administrateur indépendant **

M. Peter LOMBARDO, né le 16/08/1940 à NEW-YORK, de nationalité Américaine
Mandaté par l'AG du 14 janvier 2009. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

M. Gérard DELCOUR, né le 08/08/1946 à PARIS, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 7 juin 2011. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013. *Administrateur indépendant **

Mme. Isabelle MAUBERT, née le 03/01/1965 à CANNES, de nationalité Française
Mandatée par l'AG du 12 juin 2012. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Mme. Gilberte PINCON épouse LOMBARD, née le 10/07/1944 à NEUILLY-SUR-SEINE, de nationalité Française,
Mandatée par l'AG du 12 juin 2012. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016. *Administrateur indépendant **

M. Alain MOYNOT, né le 30/10/1945 à BOIS-COLOMBES, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 12 juin 2012. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016. *Administrateur indépendant **

M. Olivier MAUBERT, né le 04/03/1965 à NICE, de nationalité Française,
Mandaté par l'AG du 12 juin 2012. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

*Administrateur indépendant * : Administrateur n'ayant aucun lien familial avec un mandataire social ou un actionnaire de référence, n'ayant jamais été ni mandataire social ni salarié de la société ou d'une société du Groupe, n'étant ni client, ni fournisseur ou banquier de la société ou du Groupe, n'ayant pas été auditeur de la société.*

Le Conseil d'Administration est donc composé de 12 personnes dont 5 sont qualifiées d'indépendantes soit 42 % et dont 3 d'entre elles sont des femmes, soit un taux de 25 %.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de cinq ans.

III - TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni à 4 reprises en 2013, avec un taux de présence des administrateurs de 87,50 %.

La réunion de février a essentiellement pour but d'examiner les premiers éléments de l'exercice écoulé et les perspectives de l'exercice en cours ainsi que le rapport du comité d'audit sur le contrôle interne. C'est également au cours de ce Conseil qu'est fixée la rémunération des dirigeants, sur proposition du comité des rémunérations.

Les réunions d'avril et septembre ont principalement pour objet d'arrêter les comptes annuels et semestriels après avis du comité d'audit.

La réunion de novembre a pour principal objet d'examiner ou définir les principales orientations stratégiques de la société.

La répartition des jetons de présence rémunérant les membres du Conseil d'Administration et les membres des comités est fondée sur la présence effective aux réunions du Conseil et Comités.

Les Commissaires aux comptes et les représentants du Comité d'entreprise ont assisté à toutes les réunions du Conseil qui se sont tenus en 2013.

IV – LES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE COMITÉ D'AUDIT

Il est composé de trois membres

M. Alain MOYNOT qui en est le Président,
Mme. Catherine CANOVAS-GUTTERIEZ ,
Mme. Gilberte LOMBARD

Le Comité d'Audit a pour missions essentielles :

- de procéder à l'examen des comptes annuels, semestriels ;
- d'examiner la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ;
- d'examiner le périmètre de consolidation et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines sociétés n'y seraient pas ou n'y seraient plus ;
- de s'assurer de la mise en place des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, de l'adéquation des missions menées par la société relatives à ces enjeux et des contrôles effectués sur les risques identifiés ;
- d'examiner les questions relatives à la nomination, au renouvellement ou à la révocation des Commissaires aux comptes de la Société ;
- de veiller au respect des principes garantissant l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- d'examiner les conclusions des Commissaires aux comptes et leurs recommandations, ainsi que les suites qui leur sont données.

Au cours de l'exercice 2013 , le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois, en présence d'un représentant de la Direction Générale, de la Direction financière et des Commissaires aux comptes.

LE COMITÉ DES RÉMUNERATIONS

Il est composé de trois membres

Mme. Gilberte LOMBARD qui en est la Présidente

M. Xavier GIVAUDAN

M. Dlawar BARAKAT

La détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ainsi que du Directeur Général adjoint est du ressort du Conseil d'Administration qui prend ses décisions après avis du Comité des rémunérations. Les membres du Comité déterminent pour leur partie fixe et variable la rémunération des Dirigeants en s'appuyant sur des facteurs tant qualitatifs que quantitatifs en fonction des performances globales du Groupe et d'éléments objectifs de comparaison.

Les éléments de rémunération des Dirigeants figurent dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration. Le comité se réunit généralement une fois par an, en février, pour examiner les éléments constitutifs de la rémunération des dirigeants sur la base des performances relatives à l'exercice écoulé.

V – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

ORGANISATION

Chez Robertet, la réduction du nombre de niveaux hiérarchiques, l'existence de circuits de décision courts avec un rattachement direct des niveaux opérationnels à la Direction Générale, associés à des valeurs d'entreprises largement diffusées dans toutes les entités du Groupe et une volonté d'amélioration continue des processus opérationnels, sont le gage d'un environnement de contrôle fort et fiable.

Les activités de contrôle sont menées à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels du Groupe.

Le contrôle interne est donc organisé dans la perspective de contribuer notamment à l'assurance que les comptes sociaux et consolidés reflètent de façon sincère et objective le situation patrimoniale du Groupe et fournissent une appréciation raisonnable des risques éventuels de toute nature auxquels il est susceptible de faire face qui pourraient nuire à la réalisation des objectifs assignés au contrôle interne.

OBJECTIFS ET MOYENS

La politique définie vise à satisfaire aux exigences légales et à assurer un suivi aussi homogène, systématique et formalisé que possible des risques encourus. Cette démarche associe les responsables opérationnels sans alourdir les modes de fonctionnement internes au Groupe.

Le suivi des risques s'inscrit dans le cadre des reportings (sécurité, social et environnemental, comptable et financier)

Une cartographie des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe a été établie en 2009 et est revue annuellement.

Il s'agit :

- de recenser les principales sources de risques identifiables, internes ou externes.
- d'évaluer selon une échelle qualitative la criticité de ces risques en prenant en compte leur impact potentiel, la probabilité d'occurrence et le degré de maîtrise pour les divers événements les constituant.

En ce qui concerne les processus d'élaboration des informations financières publiées, des procédures spécifiques sont mises en œuvre, incluant principalement :

- Un système standardisé de reporting financier et de consolidation qui permet d'établir les états financiers suivant les principes du Groupe.
- Un processus formalisé de remontée et d'analyse des autres informations publiées dans les documents de référence du Groupe.

La responsabilité de la mise en œuvre de ces procédures incombe aux Directions Financières de chacune des entités du Groupe.

La Direction Générale ainsi que la Direction Financière du Groupe effectue régulièrement des visites dans les filiales opérationnelles pour suivi des performances, procédures, audits de sujets ponctuels, mise en place ou suivi de plans d'actions.

Le Président du Conseil d'Administration

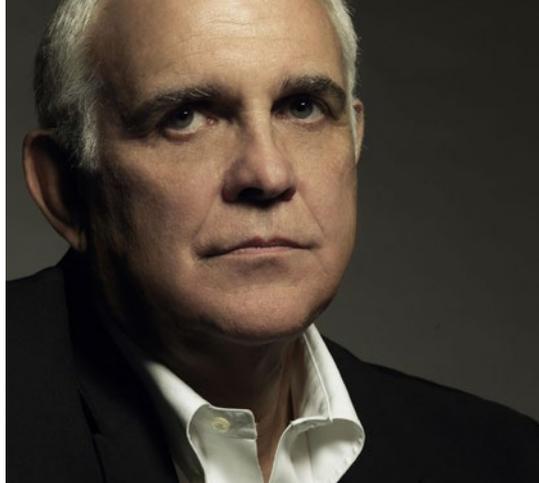
Philippe MAUBERT.



ATTESTATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER 2013

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

ROBERTET



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013

Monsieur Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les comptes consolidés, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Grasse , le 15 avril 2014

Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.

RAPPORT
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013



ROBERTET

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice Clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ROBERTET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2013 s'établit à 65,8 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans le paragraphe C "Immobilisations financières" de la note 1 de l'annexe "Principes comptables et méthodes d'évaluation".

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans de ces activités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion

En application de la loi, nous vous signalons que les informations sociales et environnementales prévues par l'article L.225-102-1 du code de commerce ne sont pas présentées dans le rapport de gestion et qu'il n'a pas été procédé à la désignation d'un organisme tiers indépendant chargé de leur vérification.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

DELOITTE & ASSOCIES

Christian LAURAIN

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ROBERTET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les goodwill, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2013 s'établit à 17,6 millions d'euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans

les notes 1.9 « Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés » et 2 « Goodwill » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur la valeur d'utilité, et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des activités ou divisions sous le contrôle du Groupe et nous avons vérifié que les notes 1.9 et 2 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

DELOITTE & ASSOCIES

Christian LAURAIN

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société ROBERTET SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

COGEPARC
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS
Les Docks, Atrium 10.4
10, Place de la Joliette
13567 MARSEILLE CEDEX 02

ROBERTET
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Charabot S.A.

Convention de sous-traitance de la production de l'activité composition et parfumerie

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général de Robertet SA et vice-président du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Christophe Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Olivier Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Lionel Picolet, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Directoire de Charabot SA.

Nature : Le 1^{er} avril 2011, votre société a conclu une convention de sous-traitance avec la société Charabot SA au titre de la production de l'ensemble de son activité composition et parfumerie.

Modalités : La convention de sous-traitance a fixé le coût de refacturation des prestations assurées par votre société à 2,55 euros le kilogramme.

Votre société a facturé un montant de 5 694 395 euros hors taxes à Charabot SA sur l'exercice 2013 au titre de cette convention.

Convention de vente de matières premières

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général de Robertet SA et vice-président du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Christophe Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Olivier Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Lionel Picolet, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Directoire de Charabot SA.

Nature : Votre société a conclu le 25 février 2011 une convention d'achat de matières premières avec la société Charabot SA.

Modalités : Au titre de cette convention, il a été convenu que les matières premières achetées par votre société à la société Charabot SA soient facturées au coût d'acquisition.

Charabot S.A. a facturé à votre société un montant global de 5 071 299 euros hors taxes au cours de l'exercice 2013 au titre de la vente de matières premières.

Convention de sous-traitance du contrôle qualité et de la logistique des matières premières

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général de Robertet SA et vice-président du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Christophe Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Olivier Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil de Surveillance de Charabot SA, Monsieur Lionel Picolet, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Directoire de Charabot SA.

Nature : Votre société a conclu une convention de sous-traitance avec la société Charabot SA à partir du 1er janvier 2012 au titre du contrôle qualité et de la logistique des matières premières de Charabot S.A. dans la nouvelle usine de Robertet SA.

Modalités : Votre société a facturé à Charabot SA un montant de 479 844 euros hors taxe entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2013 au titre de cette convention.

Avec la société ROBERTET Beijing

Personnes concernées : Monsieur Lionel Picolet, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et de Robertet Beijing.

Nature : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société ROBERTET Beijing, détenue à 100%.

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2013, à 730 000 USD.

Avec la société MAUBERT SA

Personnes concernées : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général de Robertet SA et Président du Conseil d'Administration de Maubert SA, Monsieur Christophe Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Monsieur Lionel Picolet, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Madame Isabelle Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Madame Catherine Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA.

Nature : Votre société a conclu avec la société MAUBERT SA un contrat d'animation de Groupe.

Modalités : La redevance est calculée sur le montant des frais engagés majorés d'une marge de 5%. La charge comptabilisée s'élève à 64 000 euros hors taxes au 31 décembre 2013.

Lyon et Marseille, le 29 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

COGEPARC

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Vincent GROS

GROUPE ROBERTET

ROBERTET GRASSE

37, avenue Sidi Brahim
BP 52100
06130 Grasse Cedex
France
Phone : +33 4 93 40 33 66
Fax : +33 4 93 70 68 09
www.robertet.fr

CHARABOT

10 Avenue Yves-Emmanuel
Baudoïn
BP 22070
06131 Grasse Cedex
Phone : +33 4 93 09 33 33
Fax : +33 4 93 09 33 01
E-mail : contact@charabot.fr

ROBERTET PARIS

43 Rue du Colisée
75008 Paris
Tél: 33 1 44 95 02 80
Fax: 33 1 45 61 93 69

PLANTES AROMATIQUES DU DIOIS

Les Marcelons
26340 Vercheny
Tél: 04 75 21 73 16

HITEX SAS

Rue Louis Lefevre-Utile
21 Pentaparc
56036 Vannes Cedex
Tél: 02 97 68 88 88

F I L I A L E S

USA

Robertet Flavors Inc
Tél: +1 732 981 8300
Fax : +1 732 981 1717

Robertet Fragrances Inc
Tél: +1 201 405 1000
Fax : +1 201 337 6863

Robertet Fragrances Inc.
New York Creative Center
Tél: +212 710 4600
Fax : +1 212 245 4092

AFRIQUE DU SUD

Robertet South Africa Aromatics
Ltd.
Tél: +27 014 537 2773

ALLEMAGNE

Robertet GMBH
Tél: +49 22 33 39 44 0
Fax: +49 22 33 39 44 20

ARGENTINE

Robertet Argentina
Tél: +54 11 4771 4105
Fax: +54 11 4774 2837

BELGIQUE

Robertet Savoury
Tél: +32 3 641 95 00
Fax: +32 3 645 36 58

BRESIL

Robertet do Brasil Ind. e Com. Ltda
Tél: +55 11 4133 7103
Fax: +55 11 4133 7122

BULGARIE

Robertet Bulgaria Eood
robertet.bulgaria@gmail.com

CHINE

Robertet Flavors & Fragrances
(Beijing) CO., LTD.
Tél: +86 10 844 053 38
Fax: +86 10 844 053 39

ESPAGNE

Robertet España SA
Tél: +34 93 417 71 04
Fax: +34 93 417 96 55

GRANDE BRETAGNE

Robertet UK Ltd.,
Tél: +44 1428 647240
Fax: +44 1428 647241

INDE

Robertet Flavours & Fragrances Pvt.
Ltd.
Tél: +91 22 66 95 28 21
Fax: +91 22 66 95 28 24

ITALIE

Robertet Italia Srl
Tél: +39 02 48 00 89 90
Fax: +39 02 48 00 98 03

JAPON

Robertet Japan
Tél: +81 33 666 12 41
Fax: +81 33 666 12 42

MEXIQUE

Robertet de Mexico s.a. de c.v.
Tél: +52 555 686 61 64
Fax : +52 555 685 80 71

SUISSE

Robertet SA
Tél: +41 22 311 31 55
Fax: +41 22 310 31 77

TURQUIE

Robertet Gulyagi ve
Tél: +90 246 553 20 29
Fax : +90 246 553 24 92

VIETNAM

Robertet Vietnam
Representative Office
Hochiminh City
Tél: +84 8 38221845
Fax: +84 8 38221896



ROBERTET

